



INTERREG V Rhin Supérieur  
INTERREG V Oberrhein  
2014-2020

## Rapport annuel de mise en oeuvre



Fonds européen de développement régional  
(FEDER)  
Europäischer Fonds für regionale Entwicklung  
(EFRE)

## TABLE DES MATIERES

1	IDENTIFICATION DU RAPPORT ANNUEL/FINAL DE MISE EN ŒUVRE .....	3
2	VUE D'ENSEMBLE DE LA RÉALISATION DU PROGRAMME DE COOPÉRATION .....	3
2.1	Programmation .....	3
2.2	Consommation des crédits et dégagement d'office .....	3
2.3	Audits d'opérations et comptes annuels pour l'exercice comptable 2017-2018 .....	3
2.4	Plan d'action pour la programmation stratégique (PAPS) .....	4
2.5	Microprojets .....	4
2.6	Accompagnement des projets.....	4
2.7	Communication .....	5
3	REALISATION DE L'AXE PRIORITAIRE .....	5
3.1	Vue d'ensemble de la réalisation .....	5
3.2	Indicateurs communs et spécifiques au programme .....	8
3.3	Valeurs intermédiaires et cibles définies dans le cadre de performance .....	31
3.4	Données financières .....	34
4	SYNTHESE DES EVALUATIONS .....	44
5	PROBLÈMES ENTRAUVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME ET MESURES PRISES .....	46
6	RÉSUMÉ À L'INTENTION DES CITOYENS .....	47
7	RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS .....	47
8	LE CAS ÉCHÉANT, PROGRÈS DANS LA PRÉPARATION ET LA RÉALISATION DES GRANDS PROJETS ET DES PLANS D'ACTION COMMUNS .....	47
9	EVALUATION DE LA REALISATION DU PROGRAMME DE COOPERATION .....	47
9.1	Informations de la partie A et réalisation des objectifs du programme .....	47
9.2	Mesures spécifiques prises pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et promouvoir la non-discrimination, en particulier celles concernant l'accessibilité pour les personnes handicapées, et les modalités mises en œuvre pour garantir l'intégration de la dimension « hommes-femmes » dans le programme de coopération et les opérations.....	55
9.3	Développement durable.....	56
9.4	Communication des données relatives au soutien affecté aux objectifs liés au changement climatique .....	56
9.5	Rôle des partenaires dans la réalisation du programme de coopération .....	57
10	INFORMATIONS ET ÉVALUATIONS OBLIGATOIRES .....	57
10.1	Progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan d'évaluation et le suivi donné aux résultats des évaluations .....	57
10.2	Résultats des mesures d'information et de publicité relatives aux Fonds, prises en application de la stratégie de communication .....	58
11	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AJOUTÉES EN FONCTION DU CONTENU ET DES OBJECTIFS DU PROGRAMME DE COOPÉRATION .....	60

11.1	Progrès dans la mise en œuvre de l'approche intégrée de développement territorial, y compris le développement urbain durable et le développement local mené par les acteurs locaux, relevant du programme de coopération .....	60
11.2	Progrès accomplis dans la réalisation d'actions visant à renforcer la capacité des autorités et des bénéficiaires de gérer et d'utiliser le FEDER.....	60
11.3	Contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes (le cas échéant) .....	61
11.4	Progrès réalisés dans la mise en œuvre d'actions dans le domaine de l'innovation sociale	62
12	INFORMATIONS FINANCIÈRES AU NIVEAU DE L'AXE PRIORITAIRE ET DU PROGRAMME.....	62

## 1 IDENTIFICATION DU RAPPORT ANNUEL/FINAL DE MISE EN ŒUVRE

CCI	2014TC16RFCB039
Titre	INTERREG V-A France - Allemagne – Suisse (Rhin Supérieur)
Version	2017.0
Date d'approbation du rapport par le Comité de suivi	25 juin 2019

## 2 VUE D'ENSEMBLE DE LA RÉALISATION DU PROGRAMME DE COOPÉRATION

### 2.1 Programmation

En 2018, 12 350 882,52 € de FEDER ont été engagés pour les 16 projets et 10 microprojets programmés, portant le montant de l'enveloppe FEDER totale à 70 160 569,23 €, soit 64% du FEDER alloué au programme (et 62.9% du financement global éligible, pourcentage plus faible en raison des taux de cofinancement différents des axes prioritaires respectifs).

La programmation globale de 69 projets et 28 microprojets permet au programme d'atteindre les valeurs intermédiaires du cadre de performance pour l'année 2018 et d'avancer quant aux valeurs cibles pour 2023. Toutefois, le niveau réel d'atteinte des valeurs cibles en 2023 ne sera connu qu'au fur et à mesure de l'achèvement des projets concernés. Si les projets réalisent et remontent leurs dépenses régulièrement à l'Autorité de gestion, cette programmation devrait également permettre d'éviter un dégagement d'office.

### 2.2 Consommation des crédits et dégagement d'office

A ce stade, un montant d'environ 18,4 millions d'euros de FEDER a été consommé dans les 4 demandes de paiement intermédiaires transmises à la Commission européenne en 2017 et 2018. Au total, ce sont plus de 170 certificats de service fait qui ont été émis par l'Autorité de gestion et certifiés par l'Autorité de certification, pour 50 projets.

A l'heure actuelle, le rythme de consommation des crédits est suffisant pour atteindre les premiers objectifs annuels permettant d'éviter le dégagement d'office. Le montant consommé a d'ores et déjà permis d'atteindre l'objectif global de l'année 2018, ainsi que celui de l'année 2019. Il devra cependant être maintenu, voire accru, en vue des objectifs annuels suivants considérablement plus élevés à partir de 2020 et nécessitant de prendre dès maintenant autant « d'avance » que possible.

### 2.3 Audits d'opérations et comptes annuels pour l'exercice comptable 2017-2018

La première demande de paiement intermédiaire a été envoyée à la Commission européenne au mois de décembre 2017. L'exercice comptable 2017-2018 était donc le premier lors duquel des dépenses ont été déclarées. Par conséquent c'est en 2018 que la première campagne d'audits d'opérations a été menée. Elle a concerné 4 opérations et 7 bénéficiaires et a mobilisé les auditeurs français, de Rhénanie-Palatinat et du Bade-Wurtemberg.

Les résultats des audits d'opérations, ainsi que de l'ensemble des vérifications de gestion et contrôles internes menés par l'Autorité de gestion et l'Autorité de certification ont été compilés dans le résumé annuel sur les contrôles et pris en compte dans le cadre du rapport annuel de contrôle de l'Autorité d'audit.

Grâce à un travail mené en bonne coopération par l'Autorité de gestion, l'Autorité de certification et l'Autorité d'audit, l'ensemble des documents constituant les comptes annuels a ainsi pu être soumis à la Commission européenne dans le délai imparti.

## **2.4 Plan d'action pour la programmation stratégique (PAPS)**

Les mesures précédemment mises en œuvre suite aux constats formulés dans le PAPS adopté en 2016 se sont pour la plupart poursuivies en 2018.

- une contribution obligatoire à certains indicateurs de réalisation a été appliquée aux projets adoptés en 2018 afin d'orienter la contribution des projets vers les indicateurs de réalisation encore trop peu couverts.
- Une manifestation d'information a été à nouveau organisée en 2018. Elle était cette fois-ci destinée aux multiplicateurs économiques, au contact des entreprises. Cette manifestation a ensuite été suivie de plusieurs démarches visant à sensibiliser les entreprises sur les possibilités offertes par le programme INTERREG.
- L'appel à micro-projet s'est poursuivi en 2018.

En outre, l'année 2018 a été marquée par la clôture des premiers appels à manifestation d'intérêt (AMI au sein de l'axe A et de l'axe D) et par la tenue d'un appel à manifestation d'intérêt au sein de l'objectif spécifique 7. Ces trois appels à manifestation ont permis de recenser les idées de projet au sein des trois axes concernés. Pour l'axe A et l'axe D, cela a également permis de définir les conditions d'attribution des fonds restants. Concernant l'objectif spécifique (OS) 7, l'AMI a servi à mobiliser les acteurs sur des idées de projet qui devraient, dans la majorité des cas, intervenir d'ici fin 2020 et permettre de consommer les fonds encore importants à disposition.

Enfin, un nouvel appel à projet de l'Offensive Sciences s'est tenu en 2018. L'instruction des projets déposés dans le cadre de cet appel à projet est en cours et les lauréats seront connus au mois de juin 2019.

## **2.5 Microprojets**

10 nouveaux microprojets, représentant une enveloppe FEDER de 219 066,00 € ont été programmés en 2018. Plus de la moitié (54.72 %) de la dotation totale de 1,2 millions d'euros de FEDER réservée à cet appel à projets spécifique est désormais programmée.

Par ailleurs, en 2018, près de 112 000,00 €, soit 10% de l'enveloppe globale, a été consommée. Le taux de consommation par microprojet est satisfaisant (87 % en moyenne).

Les thématiques couvertes par les microprojets sélectionnés concernent majoritairement l'art et la culture et l'éducation à l'environnement, aux sciences et aux technologies. 6 microprojets étaient à destination du grand public alors que 4 microprojets ciblaient plus particulièrement les scolaires.

## **2.6 Accompagnement des projets**

La programmation de 16 nouveaux projets et 10 microprojets s'est traduite par un travail important du Secrétariat conjoint, notamment pour accompagner les projets dans la phase de montage et d'instruction jusqu'à leur acceptation.

En parallèle, l'année 2018 a été marquée par l'accompagnement des projets en cours de réalisation. Comme chaque année, des formations à l'utilisation de l'outil SYNERGIE-CTE pour les bénéficiaires utilisateurs ainsi que des formations de communication ont été organisées.

## 2.7 Communication

Le plan d'action pour la communication pour l'année 2018 – déclinaison opérationnelle de la stratégie de communication globale du programme – a été mis en œuvre conformément au programme. Les grandes orientations du plan d'action ont été fixées par le Comité de suivi fin 2017, à savoir : d'une part, générer de nouveaux projets, notamment dans les axes prioritaires dans lesquels les crédits disponibles sont encore suffisants, d'autre part communiquer les résultats des opérations cofinancées, en auprès des médias.

S'agissant du premier enjeu, les opérations de communication ont été articulées avec le plan d'action pour la programmation stratégique et se sont concrètement traduites par des mesures comme par exemple la manifestation du 13 avril 2018 sur la thématique « Renforcer la participation des entreprises ». Par ailleurs, le Secrétariat Conjoint s'est investi dans 8 manifestations d'information thématiques organisées dans toute la zone du programme. De cette manière, les bénéficiaires potentiels ont pu s'informer en ligne, mais aussi sur place des soutiens financiers possibles et de leurs modalités.

Pour ce qui est de la valorisation des projets, on soulignera en particulier la campagne « Avec l'Europe, c'est possible ! » dont le but est de présenter, de manière parlante aux médias régionaux, l'impact positif du Programme sur le quotidien des citoyens du Rhin supérieur. Cette campagne correspondait également au grand événement annuel d'information sur le programme, organisé conformément à l'annexe XII du règlement (UE) n° 1303/2013 du 17 décembre 2013.

## 3 REALISATION DE L'AXE PRIORITAIRE

### 3.1 Vue d'ensemble de la réalisation

#### Axe prioritaire A

##### Objectifs financiers :

L'axe A ayant déjà atteint 80% de sa dotation FEDER globale dès 2017, aucun projet n'a été programmé en 2018. Ce taux d'engagement des crédits élevé permet un taux de consommation très satisfaisant: 29.52% de la dotation FEDER de cet axe a d'ores et déjà été consommé.

##### Cadre de performance :

Le RAMO 2018 présente pour la première fois des valeurs réelles atteintes par les projets. Les valeurs intermédiaires sont atteintes pour les deux indicateurs de l'Axe prioritaire A relevant du cadre de performance (IC7 / CO42 et IC28 / CO26). S'ils atteignent leurs objectifs, les projets programmés à ce jour devraient permettre d'atteindre les valeurs finales pour ces deux indicateurs de réalisation. La contribution des projets qui émergeront de l'AMI et de l'appel à projet « Offensive Sciences » aux indicateurs de l'Axe A a, à cette fin, été suivie de près et la contribution obligatoire à l'IC 28 / CO26 fixée dans le PAPS.

##### Etat de la programmation :

L'état de la programmation reste inchangé puisqu'aucun nouveau projet n'a été programmé en 2018 sur l'axe prioritaire A.

##### Programmation stratégique :

Dans ce contexte de très forte programmation de l'axe A dès 2015, la limitation de la programmation continue de projets a été mise en place et des mesures ont dû être prises pour permettre l'émergence d'idées de projets permettant de couvrir les priorités thématiques et d'atteindre les valeurs cibles 2023 des

indicateurs de réalisations. L'AMI Axe A s'est clôturé le 3 avril 2018 avec 5 idées de projet et le 2<sup>e</sup> appel « Offensive Sciences » a été lancé en début d'année 2018.

## **Axe prioritaire B**

### Objectifs financiers :

Avec 8 projets supplémentaires programmés en 2018, la programmation financière de l'axe B passe de 29.6% à 48,2% de sa dotation FEDER globale. Ce taux d'engagement des crédits explique un taux de consommation relativement faible. Il s'élève à 9.83% : 4 207 779,88 € de FEDER ont été payés aux bénéficiaires de cet axe.

### Cadre de performance :

Les valeurs intermédiaires sont atteintes pour les deux indicateurs de l'Axe prioritaire B relevant du cadre de performance (ISB et ISE). S'ils atteignent leurs objectifs, les projets programmés à ce jour devraient permettre d'atteindre les valeurs finales pour ces deux indicateurs de réalisation.

### Etat de la programmation

En 2018, un projet a été programmé dans l'OS 4 et deux projets dans l'OS 5, apportant une bonne contribution aux indicateurs relevant de ces OS. Un projet supplémentaire a intégré l'OS 6, dont les deux premiers projets n'avaient vu le jour qu'en 2017. Quatre projets dans le domaine des transports ont été programmés au sein de l'OS 7, contribuant tous à l'indicateur ISE « Nombre de nouveaux concepts, outils et installations favorisant les transports respectueux de l'environnement ».

### Programmation stratégique :

Comme le prévoit le PAPS, les projets montés dans le cadre de l'OS 6 doivent désormais contribuer à au moins 2 indicateurs de réalisation.

Outre les quatre nouveaux projets programmés dans l'OS 7 en 2018, 23 idées de projet ont été soumises dans le cadre de l'AMI concernant cet OS qui s'est clôturé le 13 juillet 2018. La répartition des fonds restants reste donc la priorité de la programmation sur cet axe.

## **Axe prioritaire C**

### Objectifs financiers :

Avec 5 projets supplémentaires programmés en 2018, la programmation financière de l'axe C passe de 48.4% à 59.9% de sa dotation FEDER. Le taux de consommation de cet axe s'élève à 12,02% : 2 636 927,64 € de FEDER ont été payés aux bénéficiaires de cet axe.

### Cadre de performance :

La valeur intermédiaire de l'indicateur de l'Axe prioritaire C relevant du cadre de performance (IC 46 / CO 46), comptabilisant les participants à des programmes communs d'éducation et de formation, est atteinte. S'ils atteignent leurs objectifs, les projets programmés à ce jour devraient également permettre d'atteindre la valeur finale.

### Etat de la programmation :

En 2018, deux projets ont été programmés dans l'OS 9. Tous deux orientés sur la création ou la valorisation de circuits cyclables, ils contribueront à 2 indicateurs spécifiques du programme, en proposant

des nouvelles mesures de sensibilisation et campagnes d'information (ISG) à des utilisateurs d'offres et services dans le secteur du tourisme (ISF).

Trois nouveaux projets ont quant à eux été programmés au sein de l'OS 10, contribuant tous à l'indicateur du cadre de performance, ainsi qu'à l'indicateur « participants à des initiatives de mobilité transfrontalière », comme prévu dans le PAPS.

#### Programmation stratégique :

Comme prévu par le PAPS, une campagne de sensibilisation à destination des entreprises a eu lieu en 2018 afin d'atteindre un public de bénéficiaires encore peu représentés au sein des consortiums de projets programmés jusqu'ici. Les partenaires du programme se sont fait le relais de cette campagne et plusieurs idées de projets pourraient émerger sur l'OS 8 en 2019.

### **Axe prioritaire D**

#### Objectifs financiers :

Avec 3 projets supplémentaires et 10 microprojets programmés en 2018, la programmation financière de l'axe D passe de 62.3% à 72.1% de sa dotation FEDER. Ce taux d'engagement des crédits élevé permet un taux de consommation très satisfaisant. Il s'élève à ce jour à 18.92% puisque 2 076 071.72 € de FEDER ont été payés aux bénéficiaires de cet axe.

#### Cadre de performance :

La valeur intermédiaire de l'indicateur de l'Axe prioritaire D relevant du cadre de performance (IS J), comptabilisant les utilisateurs de nouveaux outils ou services, est atteinte. La valeur finale de cet indicateur sera quant à elle difficile à atteindre et représentera l'un des défis majeurs de la 2<sup>e</sup> partie de période de programmation.

#### Etat de la programmation :

En 2018, deux projets ont été programmés dans le cadre de l'OS 11 et un dans l'OS 12. Ils contribuent tous aux indicateurs de l'OS, comme prévu dans le PAPS. 10 nouveaux microprojets viennent s'ajouter aux 18 microprojets de 2017, année du lancement de l'appel à microprojets. Chaque microprojet contribue à l'IS I et une partie d'entre eux au cadre de performance.

#### Programmation stratégique :

La programmation de l'axe prioritaire D étant déjà très bien engagée, et une partie des fonds restants étant réservée à l'appel à microprojets, la programmation de cet axe a été suivie de près en 2018. Afin d'atteindre les valeurs cibles prévues pour les indicateurs de cet axe, le PAPS prévoit que tous les projets programmés dans cet axe contribuent aux deux indicateurs de réalisation.

### **Axe prioritaire E**

Un seul projet est à recenser sous l'axe prioritaire E. Il s'agit du projet d'assistance technique programmé lors du Comité de suivi du 16 décembre 2015, couvrant l'ensemble des tâches à mener pour la mise en œuvre du programme INTERREG V et la totalité de la période de programmation. Ce projet a également permis d'engager la totalité des fonds FEDER prévus pour cet axe (taux de programmation de 100% pour l'axe prioritaire E). Par conséquent, aucun nouveau projet d'assistance technique n'a été programmé en 2018.

En 2018, les mesures entreprises précédemment se sont poursuivies. Des actions visant notamment à accompagner les bénéficiaires et à communiquer autour du programme et des projets se sont tenues. Le contrôle de premier niveau s'est également intensifié. L'année 2018 a également vu la réalisation des trois



premières évaluations prévues dans le plan d'évaluation portant sur le fonctionnement du programme (assistance technique comprise) et la stratégie de communication du programme.

L'ensemble de ces actions permettra d'alimenter, au fur et à mesure de la mise en œuvre des actions, les indicateurs prévus de l'axe E.

### **3.2 Indicateurs communs et spécifiques au programme**

Indication à propos de la colonne „2018“ dans les tableaux d'indicateurs de réalisation suivants :

F: Valeurs réalisées par les projets programmés pour l'année concernée (valeur cumulée)

S: Valeurs prévisionnelles des projets programmés pour l'année concernée (valeur cumulée)

## Axe prioritaire A

Croissance intelligente – Faire du Rhin supérieur une région transfrontalière de la connaissance et de l'innovation compétitive sur le plan international

### Priorité d'investissement 1a

Améliorer les infrastructures de recherche et d'innovation (R&I) et les capacités à développer l'excellence en R&I, et faire la promotion des centres de compétence, en particulier dans les domaines présentant un intérêt européen

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		2017		2018		Observations
CO25	Recherche et innovation: nombre de chercheurs travaillant dans des structures de recherche améliorées	Équivalents temps plein	59,00	F	/	F	/	F	/	F	27	Plus de 45% de la valeur finale de cet indicateur a été atteinte. Cette valeur s'explique par les bons résultats du projet 1.7 « Rarenet » qui, avec son large réseau d'acteurs, a permis à de nombreux chercheurs de profiter d'une nouvelle banque de donnée commune.
				S	50	S	50	S	50	S	50	La valeur n'a pas évolué depuis 2015 : l'axe A ayant déjà atteint 80% de sa dotation FEDER en 2017, aucun projet n'a été programmé en 2018 afin d'assurer la bonne répartition des fonds restant à disposition.
CO26	Recherche et innovation: nombre d'entreprises coopérant avec des organismes de recherche	Entreprises	257	F	/	F	/	F	/	F	40	Trois projets de l'OS1 (1.3 « URCforSR », 1.6 « SERIOR » et 1.2 « Neurocampus ») ont contribué à cet indicateur. Si la valeur réalisée ne représente fin 2018 que 15% de la valeur cible, d'autres projets permettront d'augmenter cette valeur dès 2019.
				S	49	S	49	S	299	S	299	La valeur n'a pas évolué depuis 2017 : l'axe A ayant déjà atteint 80% de sa dotation FEDER en 2017, aucun projet n'a été programmé en 2018 afin d'assurer la bonne répartition des fonds restant à disposition. La contribution à cet indicateur a été rendue obligatoire pour tout nouveau projet programmé dans cet axe.
CO42	Investissement productif: nombre d'organismes de recherche participant à des projets de recherche transfrontaliers, transnationaux ou interrégionaux	Organismes	15	F	/	F	/	F	/	F	102	37 organismes différents participent aux projets de l'OS 1. Comme certains organismes participent dans plusieurs projets, la valeur totale est de 102 organismes. Cet indicateur est plus élevé que prévu car les consortiums des projets de l'OS 1 rassemblent de larges réseaux incluant de nombreux acteurs de la recherche.
				S	164	S	170	S	202	S	202	L'axe A ayant déjà atteint 80% de sa dotation FEDER en 2017, aucun projet n'a été programmé en 2018 afin d'assurer la bonne répartition des fonds restant à disposition.

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		2017		2018		Observations
												Cette valeur prévisionnelle est très élevée car elle tient compte des organismes participant dans chaque projet. Les doublons ne pourront être supprimés que lors du compte des valeurs réelles.
CO46	Marché du travail et formation: Nombre de participants à des programmes communs d'éducation et de formation soutenant l'emploi des jeunes, les possibilités éducatives et l'enseignement supérieur et professionnel par- delà les frontières	Personnes	1 624	F	/	F	/	F	/	F	3991	Plus du double de cette valeur finale a d'ores et déjà été atteint. Les formations développées dans le cadre des projets 1.2 « Neurocampus » et 1.7 « Rarenet » ont en effet eu un fort taux de participation.
				S	3 621	S	3 896	S	3 896	S	3 896	La valeur réelle dépasse la valeur prévisionnelle car les projets 1.7 « Rarenet » et 1.6 « Serior » ont chacun dépassé leurs valeurs prévisionnelles. L'axe A ayant déjà atteint 80% de sa dotation FEDER en 2017, aucun projet n'a été programmé en 2018 afin d'assurer la bonne répartition des fonds restant à disposition.
A	Nombre d'outils de coordination développés de manière transfrontalière	Instruments	52	F	/	F	/	F	/	F	3	Si la valeur réalisée ne représente fin 2018 que 5,7% de la valeur cible, d'autres projets permettront d'augmenter cette valeur dès 2019.
				S	19	S	20	S	22	S	22	La valeur n'a pas évolué depuis 2017 : l'axe A ayant déjà atteint 80% de sa dotation FEDER en 2017, aucun projet n'a été programmé en 2018 afin d'assurer la bonne répartition des fonds restant à disposition. Il sera nécessaire que les derniers projets programmés contribuent à cet indicateur.

### Objectif spécifique 1

Accroître les capacités transfrontalières pour une R&I de pointe dans le Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	2018	2016	Observations
1	Part des chercheurs actifs sur le plan transfrontalier dans le Rhin supérieur	Pourcentage	16,10	2016	27,14	22,06	16,10	La valeur 2018 obtenue est supérieure de 1,9 points à la valeur intermédiaire prévisionnelle qui était de 20,15%. La valeur est estimée à l'aide d'une régression linéaire pour l'échantillon suisse, car la donnée recueillie à travers l'enquête n'était pas exploitable en l'état. Des chercheurs de 10 établissements supplémentaires ont répondu à l'enquête par rapport à 2016, ce qui améliore encore la représentativité de l'échantillon. On constate une nette accélération de la hausse de la part de chercheurs actifs sur le plan transfrontalier, l'objectif est donc atteint. La prochaine communication de l'information est prévue en 2022.

### Priorité d'investissement 1b

Favoriser les investissements des entreprises dans la R&I, en développant des liens et des synergies entre les entreprises, les centres de recherche et développement et le secteur de l'enseignement supérieur, en favorisant en particulier les investissements dans le développement de produits et de services, les transferts de technologie, l'innovation sociale, l'éco-innovation, des applications de services publics, la stimulation de la demande, des réseaux, des regroupements et de l'innovation ouverte par la spécialisation intelligente, et soutenir des activités de recherche technologique et appliquée, des lignes pilotes, des actions de validation précoce des produits, des capacités de fabrication avancée et de la première production, en particulier dans le domaine des technologies clés génériques et de la diffusion de technologies à des fins générales

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		2017		2018		Observations
CO26	Recherche et innovation: nombre d'entreprises coopérant avec des organismes de recherche	Entreprises	1 802	F	/	F	/	F	/	F	228	Plus de 12,5% de cette valeur finale sont atteints. Le projet 2.1 « Clim'ability », dont l'objectif est de permettre aux entreprises d'anticiper les conséquences des risques climatiques sur leur fonctionnement quotidien, est le plus grand contributeur à cet indicateur.

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		2017		2018		Observations
				S	539	S	681	S	973	S	973	La valeur n'a pas évolué depuis 2017 : l'axe A ayant déjà atteint 80% de sa dotation FEDER en 2017, aucun projet n'a été programmé en 2018 afin d'assurer la bonne répartition des fonds restant à disposition. La contribution à cet indicateur a été rendue obligatoire pour tout nouveau projet programmé dans cet axe.
CO42	Investissement productif: nombre d'organismes de recherche participant à des projets de recherche transfrontaliers, transnationaux ou interrégionaux	Organismes	73	F	/	F	/	F	/	F	85	55 organismes différents participent aux projets de l'OS 2 et 3. Comme certains organismes participent à plusieurs projets, la valeur totale est de 85 organismes, dépassant ainsi la valeur cible.
				S	15	S	65	S	102	S	102	La valeur n'a pas évolué depuis 2017 : l'axe A ayant déjà atteint 80% de sa dotation FEDER en 2017, aucun projet n'a été programmé en 2018 afin d'assurer la bonne répartition des fonds restant à disposition. Cette valeur prévisionnelle est très élevée car elle tient compte les organismes participant dans chaque projet. Les doublons ne pourront être supprimés que lors du compte des valeurs réelles.

### Objectif spécifique 2

Accroître la participation des entreprises à des projets transfrontaliers de R&I en partenariat avec les organismes de recherche et d'enseignement supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	2018	2015	Observations
2	Nombre d'entreprises participant à des projets transfrontaliers de R&D en partenariat avec des structures de recherche et d'enseignement supérieur	Valeur absolue (entreprises)	0,31	2015	0,6	1,18	0,31	La valeur 2018 obtenue est supérieure à la valeur prévisionnelle qui était de 0,31 entreprises par projet. L'échantillon comporte plus de projets menés par des consortiums que celui de 2015 et est donc plus représentatif de la diversité des projets transfrontaliers dans la zone de programmation. La valeur élevée mesurée en 2018 atteste donc d'une coopération plus importante que prévue entre les entreprises et les structures de recherche et d'enseignement supérieur du Rhin supérieur pour des projets transfrontaliers de R&D. Si l'on considère uniquement les projets INTERREG ayant répondu à l'enquête, 12 sur 22 (54 %) ont impliqué de manière certaine des entreprises dans leur consortium, avec une moyenne de 3,25 entreprises par projet. La prochaine communication de l'information est prévue en 2022.

### Objectif spécifique 3

Augmenter le nombre d'applications et d'innovations développées par des consortiums transfrontaliers du Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	2018	2015	Observations
3	Nombre d'applications et d'innovations développées par des consortiums transfrontaliers du Rhin supérieur	Valeur absolue (applications et innovations)	0,47	2015	0,7	0,67	0,47	La valeur 2018 obtenue est supérieure à la valeur prévisionnelle qui était de 0,47 applications ou innovations par projet. La tendance à la baisse observée entre 2009 et 2015 s'est donc inversée. L'objectif visé a donc été atteint et même largement dépassé. De plus, si l'on considère uniquement les projets financés par le programme INTERREG qui ont répondu à l'enquête, 9 consortiums sur 23 développent des applications, avec une moyenne de 2,4 applications par projet. La prochaine communication de l'information est prévue en 2022.

## Axe prioritaire B

Croissance durable – Promouvoir un développement respectueux de l'environnement dans les territoires, l'économie et la mobilité de l'espace transfrontalier du Rhin supérieur

### Priorité d'investissement 6d

Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser les services liés aux écosystèmes, y compris au moyen de Natura 2000 et d'infrastructures vertes

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		2017		2018		Observations
CO23	Nature et biodiversité: Superficie des habitats bénéficiant d'un soutien pour atteindre un meilleur état de conservation	Hectares	4 361,00	F	/	F	/	F	/	F	0	Aucune valeur ne peut être comptabilisée en 2018 pour cet indicateur. Cependant le projet n°4.3 « Naturerlebnis » devrait permettre d'obtenir des valeurs réalisées, et ce dès 2019. De plus, un AMI est prévu dans cette PI jusqu'au 15 avril 2019 afin de faire émerger de nouveaux projets, sensibilisés aux enjeux des livrables.
				S	0	S	0	S	0,5916	S	2 941	Un nouveau projet programmé en 2018 (4.4 « Ramsar Biodiversité ») devrait contribuer à plus de la moitié de la valeur cible. Le projet n° 4.3 « Naturerlebnis » devrait atteindre des résultats bien plus élevées que les valeurs prévues dans son formulaire de demande de concours communautaire. De plus un AMI est prévu dans cette PI jusqu'au 15 avril 2019 afin de faire émerger de nouveaux projets, sensibilisés aux enjeux des livrables. La valeur cible finale de cet indicateur devrait donc être atteinte.
B	Nombre de nouvelles stratégies et instruments pour la protection des espèces et l'amélioration de la qualité des services liés aux écosystèmes	Stratégies et instruments	36	F	/	F	/	F	/	F	10	Plus de 25% de la valeur finale sont atteints. En effet, 10 stratégies ou instruments ont déjà été développés par les projets en cours jusqu'ici, sur les 36 prévus.
				S	5	S	21	S	66	S	93	La valeur cible devrait être largement dépassée. Cela s'explique par la programmation en 2017 d'un projet de grande envergure dans l'OS4, qui prévoit l'élaboration de nombreuses stratégies et de plusieurs instruments. Il s'agit néanmoins de valeurs prévisionnelles (S).

#### Objectif spécifique 4

Améliorer la protection des espèces végétales et animales sur le plan transfrontalier dans l'espace du Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	2018	Observations
4	Nombre d'initiatives transfrontalières en faveur de la protection des espèces animales et végétales	Valeur absolue (initiatives)	19	2013	35	23	La valeur a été obtenue en recherchant les initiatives qui se sont terminées entre 2013 et 2018. Seules 4 initiatives, dont un projet soutenu par le programme INTERREG, se sont ajoutées à la valeur de 2013. La valeur intermédiaire prévisionnelle de 27 n'est donc pas atteinte. A noter que 4 initiatives transfrontalières sont d'ores et déjà en cours dans le Rhin supérieur et pourront donc être comptabilisées lorsqu'elles seront réalisées, c'est-à-dire lors de la prochaine communication de l'information prévue en 2022.

#### Objectif spécifique 5

Améliorer la qualité des services rendus par les écosystèmes dans l'espace du Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	2016	Observations
5.1	Qualité globale des eaux souterraines de la nappe rhénane	Pourcentage (part des points de mesure dépassant la limite)	33,00	2009	32,20	40	La valeur a été obtenue en se basant sur le réseau de points de mesure commun aux 3 campagnes afin d'assurer la comparabilité de la donnée. En revanche, dans le bilan 2016, 16 substances supplémentaires sont considérées, en plus de celles étudiées précédemment. On peut souligner des taux plutôt constants dans le Bade-Wurtemberg, ce qui suggère une tendance à l'amélioration de la situation de la qualité au regard de certains paramètres. En revanche, à l'échelle de la nappe, l'amélioration globale de la ressource attendue n'a pas lieu, une tendance inverse est constatée, c'est-à-dire une dégradation de la qualité des eaux souterraines de la nappe rhénane. L'augmentation de la part de points dépassant la limite de potabilité s'explique en partie par l'augmentation du nombre de substances mesurées. La prochaine communication de l'information est prévue en 2025.
	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	2017	Observations
5.2	Superficie globale cumulée des forêts et prairies permanentes	Valeur absolue (hectares)	1 300 507	2012	1 293 578	1 288 044,60	La valeur a été obtenue en agrégeant les données relevées pour les territoires allemands et suisses et des données estimées pour l'Alsace (extrapolation par régression linéaire). En effet, la BdOCS côté alsacien n'est plus mise à jour suite à la réforme territoriale. Une



	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	2016	Observations
							nouvelle base de données verra le jour à l'échelle de la Région Grand Est et permettra de renseigner des données lors du RAMO 2022. La diminution de la superficie globale des surfaces de forêts et de prairies a moins ralenti qu'escompté (différence de 9823 ha). Elle s'explique en partie par un changement de définition pour le calcul des surfaces de forêts côté allemand : les bosquets ne sont plus comptabilisés (soit à titre de comparaison une différence de 5000 ha pour le Pays de Bade). Ainsi, malgré ces changements, la valeur pour l'ensemble du RS reste proche de la valeur prévisionnelle.

### Priorité d'investissement 6g

Soutenir la transition industrielle vers une économie utilisant les ressources de façon rationnelle, favoriser une croissance verte, l'innovation et la gestion des performances environnementales dans les secteurs public et privé

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		2017		2018		Observations
CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	2 453	F	/	F	/	F	/	F	67	Ce premier relevé de valeurs réelles est faible. Seules les entreprises agricoles bénéficiant du projet 6.1 « Agroform » y contribuent à ce jour. Cette faible valeur s'explique par le fait que les premiers projets de cette Priorité d'Investissement n'ont été programmés qu'en 2017. Par conséquent, peu de valeurs peuvent être comptabilisées.
				S	0	S	0	S	448	S	448	Aucun projet contribuant à cet indicateur n'a été programmé en 2018 et cette valeur prévisionnelle reste faible. Ceci est dû au fait que les projets programmés dans cette Priorité d'Investissement ont pour objectif la reconversion de friches industrielles. C'est pourquoi des efforts pour atteindre cette valeur cible sont encore nécessaires et prévus dans le PAPS : la contribution à au moins deux indicateurs de cette PI a en effet été rendue obligatoire pour tout nouveau projet programmé.
CO04	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un	Entreprises	2 447	F	/	F	/	F	/	F	67	Ce premier relevé de valeurs réelles est faible. Seules les entreprises agricoles bénéficiant du projet 6.1 « Agroform » y contribuent à ce jour. Cette faible valeur s'explique par le fait que les premiers projets de cette Priorité d'Investissement n'ont été programmés qu'en 2017. Par conséquent, peu de valeurs peuvent être comptabilisées.

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		2017		2018		Observations
	soutien non financier			S	0	S	0	S	448	S	448	Aucun projet contribuant à cet indicateur n'a été programmé en 2018 et cette valeur prévisionnelle reste faible. Ceci est dû au fait que les projets programmés dans cette Priorité d'Investissement ont pour objectif la reconversion de friches industrielles. C'est pourquoi des efforts pour atteindre cette valeur cible sont encore nécessaires et prévus dans le PAPS : la contribution à au moins deux indicateurs de cette PI a en effet été rendue obligatoire pour tout nouveau projet programmé.
C	Nombre de nouveaux concepts, outils et installations favorisant la diminution de l'impact environnemental dans le cadre du développement de l'économie et de l'urbanisme du Rhin supérieur	Concepts, outils et installations	42	F	/	F	/	F	/	F	0	Aucun des projets programmés n'a remonté de résultat pour cet indicateur jusqu'à présent. Cette faible valeur s'explique par le fait que les premiers projets de cette Priorité d'Investissement n'ont été programmés qu'en 2017. La valeur prévisionnelle est cependant encourageante.
				S	0	S	0		10	S	32	Les 3 projets programmés dans cette Priorité d'Investissement prévoient tous de contribuer à cette valeur prévisionnelle. Le projet 6.3 « Res_TMO » programmé en 2018 devrait y contribuer pour plus de la moitié. Cette valeur prévisionnelle est encourageante. Des efforts pour atteindre cette valeur cible sont prévus dans le PAPS : la contribution à au moins deux indicateurs de cette PI a en effet été rendue obligatoire pour tout nouveau projet programmé.
D	Nombre de nouveaux supports d'information et de mesures de sensibilisation mis en place	Supports et mesures	733	F	/	F	/		/	F	0	Aucune valeur ne peut être comptabilisée en 2018 pour cet indicateur. Cette faible valeur s'explique par le fait que les premiers projets de cette Priorité d'Investissement n'ont été programmés qu'en 2017. Par conséquent, peu de valeurs peuvent être comptabilisées.
				S	0	S	0		20	S	57	Aucun projet contribuant à cet indicateur n'a été programmé en 2018 et cette valeur prévisionnelle reste faible. Cette faible valeur s'explique par le fait que les premiers projets de cette Priorité d'Investissement n'ont été programmés qu'en 2017. Des efforts pour atteindre cette valeur cible sont encore nécessaires et prévus dans le PAPS : la contribution à au moins deux indicateurs de cette PI a en effet été rendue obligatoire pour tout nouveau projet programmé.

## Objectif spécifique 6

Réduire l'impact environnemental dans le cadre du développement de l'économie et de l'urbanisme dans le Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	2017	Observations
6.1	Consommation des sols (surfaces artificialisées)	Valeur absolue (hectares)	234 691	2012	250 540	240 452	La valeur a été obtenue en agrégeant les données relevées pour les deux territoires allemands et des données estimées pour l'Alsace (extrapolation par régression linéaire en l'absence de la donnée réelle - même explication que pour l'indicateur 5.2). Le changement de définition côté allemand (ALB vers ALKIS) influence également le calcul des surfaces artificialisées avec un ajout des sites historiques et aires de loisirs par exemple. Malgré cela, on peut noter que l'augmentation de la consommation des sols a ralenti, ce qui représente une différence de 1 732 hectares non artificialisés par rapport à la valeur prévisionnelle à l'échelle du Rhin Supérieur. La prochaine communication de l'information est prévue dans le RAMO 2022.
	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	2016	Observations
6.2	Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie	Pourcentage	6,93	2011	11,79	9,23	La valeur a été obtenue en recueillant les données dans les sous-espaces nationaux français et allemands. Les données du Bade-Wurtemberg et de Rhénanie-Palatinat ont été rapportées aux territoires de la zone de programmation (prorata de la population). On note un changement de méthodologie du côté français ayant pour conséquence le calcul de données plus précises, les consommations étant calculées à l'échelle de l'EPCI depuis la réforme territoriale. La valeur attendue selon le rythme d'évolution du passé était de 9,5%. La valeur obtenue en est proche, elle est de surcroît supérieure à la valeur prévisionnelle de 2015. Ainsi, on n'observe non pas une accélération mais un faible ralentissement de l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie à usage non énergétique. Les prochaines données seront renseignées en 2022.

### Priorité d'investissement 7c

Élaborer et améliorer des systèmes de transport respectueux de l'environnement, y compris les systèmes peu bruyants, et à faible émission de carbone, y compris le transport maritime et sur les voies navigables, les ports, les liens multimodaux et les infrastructures aéroportuaires, de façon à promouvoir une mobilité locale et régionale durable

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		2017		2018		Observations
E	Nombre de nouveaux concepts, outils et installations favorisant les transports respectueux de l'environnement	Concepts, outils et installations	16	F	/	F	/	F	/	F	1	Un seul nouveau concept peut être comptabilisé à ce jour. En effet, les concepts, outils et installations créés par les projets de cette PI ne peuvent être comptabilisés qu'une fois les études ou travaux terminés, soit à la fin de la période de réalisation du projet. Plusieurs projets s'achevant courant 2019, les valeurs seront présentées dans le prochain RAMO.
				S	4	S	7	S	7	S	18	4 nouveaux projets contribuant à cet indicateur ont été programmés en 2018, dont le projet 7.7 « SuMo-Rhine » qui prévoit d'y contribuer fortement avec 8 nouveaux concepts ou outils créés. La valeur cible devrait donc être atteinte.

### Objectif spécifique 7

Limiter l'augmentation du trafic motorisé transfrontalier à travers le développement de transports à faible impact environnemental dans l'espace du Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	2017	Observations
7	Trafic motorisé transfrontalier	Valeur absolue (véhicules par jour)	326 506,00	2012	392 613,00	351 565,00	La valeur a été obtenue en agrégeant les données relevées auprès des mêmes 22 stations de comptage que pour le calcul de la valeur de référence. On constate une diminution de la hausse du trafic moyen journalier à ces stations situées respectivement à proximité d'une frontière, soit un ralentissement à hauteur de 6 387 véhicules par rapport à la valeur prévisionnelle. L'objectif de ralentissement de l'augmentation du trafic motorisé transfrontalier pour 2017 est donc atteint. La prochaine remontée de l'information prévue en 2022 permettra de constater si la tendance se confirme.

## Axe prioritaire C

Croissance inclusive – Promouvoir l'emploi dans l'espace transfrontalier du Rhin supérieur

### Priorité d'investissement 3b

Développer et mettre en œuvre de nouveaux modèles d'activité à l'intention des PME, en particulier en ce qui concerne leur internationalisation

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		2017		2018		Observations
CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	116	F	/	F	/	F	/	F	0	Aucune valeur ne peut être comptabilisée en 2018 pour cet indicateur. Cela s'explique par le fait que la programmation dans cette PI n'a démarré qu'en 2017. La valeur prévisionnelle est cependant encourageante et les 2 projets programmés dans cette PI devraient y contribuer dès 2019.
				S	0	S	0	S	792	S	792	La valeur cible devrait être dépassée. Ce niveau élevé s'explique notamment par la programmation en 2017 de deux projets contribuant fortement à cet indicateur. Il s'agit néanmoins de valeurs prévisionnelles (S). Aucun nouveau projet n'a été programmé en 2018 sur cette PI.
CO46	Marché du travail et formation: Nombre de participants à des programmes communs d'éducation et de formation soutenant l'emploi des jeunes, les possibilités éducatives et l'enseignement supérieur et professionnel par-delà les frontières	Personnes	395	F	/	F	/	F	/	F	0	Aucun des projets programmés n'a remonté de résultat pour cet indicateur jusqu'à présent. Cela s'explique par le fait que la programmation dans cette PI n'a démarré qu'en 2017. Au moins un des 2 projets programmés y contribuera dès 2019.
				S	0	S	0	S	140	S	140	Aucun nouveau projet n'a été programmé en 2018 sur cette PI. La valeur de cet indicateur est encore assez faible mais les projets en cours d'instruction prévoient une forte contribution à cet indicateur, qui devrait permettre d'atteindre la valeur cible.

**Objectif spécifique 8**

Étendre les possibilités transfrontalières de développement et de débouchés pour les PME du Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	2018	2016	Observations
8	Nombre de PME menant des activités transfrontalières	Valeur absolue (entreprises)	94 553	2016	121 034	68 893	94 553	Au lieu de l'augmentation attendue du nombre de PME menant une activité transfrontalière, la valeur intermédiaire indique une baisse de 27% par rapport à la valeur initiale. Le reflux est général mais plus marqué côté français. La baisse provient de tous les domaines, à l'exception de celui des transports et entreposage qui progresse. Deux explications sont possibles: 1) l'activité transfrontalière des entreprises a réellement baissé d'autant et dans ce cas on peut supposer l'existence d'un phénomène conjoncturel qui expliquerait au moins en partie le recul 2) la volatilité de l'échantillon statistique qui découle de l'application de la méthodologie manque de pertinence et ne permettrait pas d'assurer la comparabilité des données dans le temps. Des propositions d'amélioration de la méthodologie sont étudiées pour le calcul de la prochaine valeur (RAMO 2025).

### Priorité d'investissement 8b

Favoriser une croissance propice à l'emploi par le développement d'un potentiel endogène dans le cadre d'une stratégie territoriale concernant certaines régions, y compris la reconversion des régions industrielles en déclin ainsi que l'amélioration de l'accès aux ressources naturelles et culturelles spécifiques et de leur développement

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		2017		2018		Observations
CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	582	F	/	F	/	F	/	F	0	Les projets de cette Priorité d'investissement n'ont pas encore fait remonter de résultats. Cela s'explique par le fait que la programmation dans cette PI n'a démarré qu'en 2017.
				S		S	0	S	10	S	35	Le projet 9.6 « Trois pays à vélo » programmé en 2018 contribue à cet indicateur. Cette valeur reste néanmoins encore très faible, c'est pourquoi des efforts pour atteindre cette valeur sont prévus dans le PAPS.
CO46	Marché du travail et formation: Nombre de participants à des programmes communs d'éducation et de formation soutenant l'emploi des jeunes, les possibilités éducatives et l'enseignement supérieur et professionnel par- delà les frontières	Personnes	791	F	/	F	/	F	/	F	0	Les projets de cette Priorité d'investissement n'ont pas encore fait remonter de résultats. Cela s'explique par le fait que la programmation dans cette PI n'a démarré qu'en 2017.
				S	0	S	0	S	90	S	90	Aucun des projets programmés en 2018 ne contribue à cet indicateur. Cette valeur reste encore très faible, c'est pourquoi des efforts pour atteindre cette valeur sont prévus dans le PAPS.
F	Nombre d'utilisateurs de produits, offres et services créés ou améliorés dans les secteurs du tourisme, des médias et de la créativité	Personnes	555.345	F	/	F	/	F	/	F	94.441	Plus de 15% de la valeur finale sont atteints grâce au projet 9.1 « Historial franco-allemand du Hartsmannwillerkopf », qui a ouvert en 2017 et comptabilise d'ores et déjà 94 441 visiteurs.
				S	0	S	59.370	S	89.475	S	119.325	Les deux projets programmés en 2018 contribuent à cet indicateur. Cette valeur reste néanmoins encore faible, c'est pourquoi la contribution à cet indicateur a été rendue obligatoire pour tout nouveau projet programmé dans cet axe.
G	Nombre de nouvelles mesures de sensibilisation et campagnes d'information dans les secteurs du tourisme, des médias et de la créativité	Mesures	517	F	/	F	/	F	/	F	1	L'historial franco-allemand du Hartsmannwillerkopf a ouvert en 2017, proposant une nouvelle offre touristique dans le Rhin Supérieur.
				S	0	S	6	S	18	S	23	Les deux des projets programmés en 2018 contribuent à cet indicateur. Cette valeur reste néanmoins encore faible, c'est pourquoi la contribution à cet indicateur a

											été rendue obligatoire pour tout nouveau projet programmé dans cet axe.
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---

### Objectif spécifique 9

Augmenter l'offre d'emploi à travers le développement de secteurs économiques stratégiques dans le Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	2018	2015	Observations
9	Nombre de personnes employées dans les secteurs tourisme, culture et créativité	Valeur absolue (personnes)	142 200	2015	162 934	150 192	142 200	La valeur a été obtenue comme préconisé en ajoutant la valeur mesurée en 2018 en Allemagne avec les valeurs estimées par régression linéaire côté français (donnée la plus récente : 2015) et côté suisse (donnée la plus récente : 2016). On constate que la valeur prévisionnelle de 149 984 personnes employées dans ces secteurs a été atteinte et même légèrement dépassée. On peut souligner une augmentation sensible côté allemand et un redressement côté français en 2015. Les données recueillies des années suivantes sont nécessaires pour confirmer la tendance à la hausse pour ce sous-espace. En Suisse, l'augmentation reste relativement constante. Les prochaines données seront renseignées en 2022.

### Priorité d'investissement 8e

Intégration des marchés transfrontaliers du travail, y compris la mobilité transfrontalière, les initiatives locales communes en matière d'emploi, les services d'information et de conseil et la formation commune (CTE-Transfrontalière)

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		2017		2018		Observations
CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	699	F	/	F	/	F	/	F	169	Près de la moitié de la valeur prévisionnelle a été réalisée. Ces valeurs encourageantes émanent des 3 premiers projets programmés, et notamment du projet 10.1 Réussir sans frontières, grâce auquel 115 entreprises bénéficient d'un soutien.
				S	245	S	275	S	325	S	393	Deux des trois nouveaux projets programmés en 2018 contribuent à cet indicateur. Avec 60 entreprises, le projet 10.7 « Tremplin sur le Rhin » devrait y contribuer le plus fortement. Un peu plus de la moitié de la valeur cible est à



ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		2017		2018		Observations
												présent programmée mais des efforts pour atteindre cette valeur devront encore être fournis. Un AMI est ainsi prévu dans cette PI jusqu'au 15 avril 2019 afin de faire émerger de nouveaux projets, sensibilisés aux enjeux des livrables.
CO43	Marché du travail et formation: nombre de participants à des initiatives de mobilité transfrontalière	Personnes	9 328	F	/	F	/	F	/	F	324	Les projets 10.2 « Emploi 360° » et 10.3 « Bassin d'emploi PAMINA » remontent chacun de bons résultats sur les territoires respectifs de leurs Eurodistricts. Ces valeurs devraient être enrichies par les projets programmés en 2018
				S	503	S	643	S	695	S	1 198	Les trois nouveaux projets programmés en 2018 devraient contribuer à cet indicateur, notamment le projet 10.5 « Eurostage 2020 » qui prévoit 390 participants. Cette valeur prévisionnelle présente une bonne évolution pour 2018 mais les efforts pour atteindre cette valeur seront à poursuivre, c'est pourquoi la contribution à cet indicateur a été rendue obligatoire pour tout nouveau projet programmé dans cet axe et qu'un AMI est ainsi prévu dans cette PI jusqu'au 15 avril 2019 afin de faire émerger de nouveaux projets, sensibilisés aux enjeux des livrables.
CO46	Marché du travail et formation: Nombre de participants à des programmes communs d'éducation et de formation soutenant l'emploi des jeunes, les possibilités éducatives et l'enseignement supérieur et professionnel par-delà les frontières	Personnes	3 163	F	/	F	/	F	/	F	2 128	Plus de 2/3 de la valeur finale ont été réalisés. La valeur intermédiaire 2018 est dépassée, respectant ainsi le cadre de performance. Le projet 10.1 « Réussir sans frontières », avec ses 2028 participants, y contribue le plus fortement. Cette valeur, représentant plus de la moitié de la valeur prévisionnelle, est encourageant pour la suite de la programmation.
				S	3 251	S	3 371	S	3 400	S	4 203	La valeur prévisionnelle est plus élevée que la valeur finale. La valeur cible devrait être largement atteinte.
H	Nombre de nouvelles offres de formation	Offres	18	F	/	F	/	F	/	F	13	Plus de 70% de la valeur finale est d'ores et déjà atteinte par les projets achevés ou en cours de réalisation. Là aussi, le projet 10.1 « Réussir sans frontières » est le plus gros contributeur.
				S	67	S	67	S	71	S	89	3 nouveaux projets programmés en 2018 prévoient de contribuer à cet indicateur. Avec 17 nouvelles offres, le projet 10.7 « Tremplin sur le Rhin » devrait y contribuer le plus fortement. La valeur cible devrait être largement dépassée.

**Objectif spécifique 10**

Augmenter l'offre d'emploi à travers le développement de secteurs économiques stratégiques dans le Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	2018	2015	Observations
10	Nombre de travailleurs frontaliers dans l'espace du Rhin supérieur	Valeur absolue (personnes)	93 972	2015	104 051	96 735	93 972	La valeur 2018 obtenue est inférieure à la valeur prévisionnelle qui était de 97 752 travailleurs frontaliers. La tendance est à l'augmentation mais elle a été moins rapide qu'estimé, malgré une hausse dans l'ensemble des sous-espaces nationaux. Cela s'explique notamment par le fait que seules deux années dans le passé ont pu être prises en compte pour le calcul de l'équation de régression linéaire (et donc deux points). Un nuage de points aurait permis d'ajuster la régression afin que les valeurs estimées reflètent mieux l'évolution possible. Cependant, on retient que l'objectif est en bonne voie. La prochaine communication de l'information est prévue en 2022.

## Axe prioritaire D

Cohésion territoriale – Promouvoir la coopération transfrontalière entre les administrations et les citoyens dans l'espace du Rhin supérieur

### Priorité d'investissement 11b

Valorisation de la coopération juridique et administrative ainsi que de la coopération entre les citoyens et les institutions (CTE- Transfrontalière)

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		2017		2018		Observations
I	Nombre de nouveaux concepts, outils et installations	Concepts, outils et installations	70	F	/	F	/	F	/	F	13	Plus de 18% de la valeur cible sont d'ores et déjà atteints grâce à 3 projets (11.1 « GeoRhéna », 11.3 « TRISAN » et 12.1 « Passe-Partout ») ainsi que 6 microprojets.
				S	1	S	13	S	118	S	131	La valeur prévisionnelle dépasse la valeur cible. Ceci s'explique par plusieurs projets programmés en 2017 qui prévoient la réalisation d'un grand nombre d'outils.
J	Nombre d'utilisateurs de nouveaux concepts, outils, installations et services pour la coopération administrative et citoyenne	Personnes	82 651	F	/	F	/	F	/	F	15 855	Plus de 19% de la valeur finale sont atteints. C'est la plateforme numérique du projet 11.1 « GeoRhéna » qui contribue le plus fortement à cet indicateur, permettant d'atteindre la valeur intermédiaire 2018 pour le cadre de performance.
				S	14 385	S	17 170	S	29 421	S	57 141	Cette valeur s'alimente régulièrement au fur et à mesure de la programmation, mais reste à ce jour encore insuffisante pour atteindre la valeur cible finale. La contribution à cet indicateur a été rendue obligatoire pour tout nouveau projet programmé dans cette PI depuis 2017. Cette règle a porté ses fruits et les projets en instruction devraient permettre de se rapprocher de la valeur cible prévisionnelle.

## Objectif spécifique 11

Réduire l'impact environnemental dans le cadre du développement de l'économie et de l'urbanisme dans le Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	2018	Observations
11.1	Intensité de l'offre de services transfrontalière des administrations et institutions dans l'espace du Rhin supérieur	Valeur absolue (échelle d'intensité note sur 60)	46,57	2016	50,09	48	La méthodologie, appliquée comme initialement prévu, a permis de noter chacune des administrations ayant répondu et d'obtenir cette valeur moyenne de 48 points pour 2018. On constate donc une valeur légèrement plus élevée que la valeur moyenne prévisionnelle qui était fixée à 47,58 points. Il n'y a donc pas de divergence notable entre la valeur attendue et la valeur mesurée. L'analyse des résultats, en comparaison avec ceux obtenus en 2016, montre une progression dans la qualité de l'offre de services transfrontalière. En effet, la majorité des administrations a continué à proposer leur offre, tout en l'améliorant. Elle considère aussi que cette offre répond aux besoins des usagers. En outre, la moitié souhaite proposer de nouveaux services transfrontaliers à l'avenir. La prochaine remontée de l'information est prévue en 2022.
11.2	Qualité de l'offre de services transfrontalière des administrations et institutions dans l'espace du Rhin supérieur	Valeur absolue (échelle de qualité)	81	2016	85	93	La valeur a été obtenue en appliquant la même méthodologie qu'en 2016. Le taux de satisfaction englobe les personnes qui se disent satisfaites et très satisfaites. La valeur prévisionnelle pour 2018 était de 82,5%, or les résultats montrent une nette hausse de l'appréciation globale des services car la valeur calculée en 2019 y est supérieure de 10,5 points et dépasse la valeur cible. Toutefois, moitié moins de réponses ont été récoltées par rapport à 2016 et un territoire (Kehl/Strasbourg) est absent de l'évaluation. Au total, 104 réponses ont été obtenues, provenant des INFOBEST de Palmrain, Pamina et Vogelgrun/Breisach. La valeur est donc à lire à la lumière de cette différence. La prochaine communication de l'information est prévue en 2022.

**Objectif spécifique 12**

Augmenter l'identification des citoyens à l'espace transfrontalier du Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	2018	Observations
12	Part des citoyennes et citoyens qui s'identifient au Rhin supérieur en tant que région transfrontalière	Pourcentage	69,5	2016	78,5	74,6	La valeur a été obtenue selon la même méthodologie qu'en 2016 (enquête téléphonique auprès de 1000 citoyens résidant dans le Rhin supérieur). 74,6% des citoyennes et citoyens s'identifient ainsi au Rhin supérieur en tant que région transfrontalière car ils ont donné une note entre 6 et 10 à leur sentiment d'appartenance. Ce résultat mesuré début 2019 dépasse de 2,5 points la valeur prévisionnelle de 2018 et de 5,1 points la valeur de référence de 2016. A noter que l'enquête a été réalisée avant le début de la campagne électorale pour les élections européennes 2019. La prochaine communication de données relatives à cet indicateur est prévue en 2025.

**Axe prioritaire E**  
Assistance technique

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		2017		2018		Observations
K	Nombre de demandes déposées	Demandes	/	F	0	F	0	F	0	F	71	Depuis 2015, 71 demandes de concours communautaire ont été déposées. Le taux de réalisation de cet indicateur est de 58,7% environ.
				S	121	S	121	S	121	S	121	Aucune valeur cible n'a été déterminée au niveau du PO pour les indicateurs de l'axe E. Les seules valeurs cibles existantes sont celles définies dans le projet « Assistance technique INTERREG V ». La valeur indiquée pour 2015 correspond au nombre indiqué dans le cadre du projet « Assistance technique » programmé en 2015. Il s'agit du nombre de formulaires complets déposés auprès du secrétariat conjoint.
L	Nombre de mesures visant à faire connaître le programme	Mesures	/	F	0	F	0	F	0	F	101	Depuis 2015, 101 mesures visant à faire connaître le programme ont été mises en place. Il s'agit soit des manifestations annuelles visant à faire connaître le programme, soit de réunions d'information à destination des bénéficiaires. Le taux de réalisation de cet indicateur est bon puisqu'il dépasse déjà 100%.
				S	91	S	91	S	91	S	91	Aucune valeur cible n'a été déterminée au niveau du PO pour les indicateurs de l'axe E. Les seules valeurs cibles existantes sont celles définies dans le projet « Assistance technique INTERREG V ». Les livrables du projet « Assistance technique » ayant été actualisés en 2016, la valeur cible pour le projet programmé en 2015 s'élève désormais à 91 mesures. Ce chiffre correspond aux événements de communication organisés par le programme (manifestation de lancement, manifestations pendant lesquelles le programme INTERREG a été présenté).
M	Nombre de participants aux séminaires organisés par le Secrétariat commun et l'Autorité de gestion	Personnes	/	F	0	F	0	F	0	F	349	Depuis le début de la période de réalisation, 349 personnes ont bénéficié de formations organisées par l'Autorité de gestion. Il s'agit soit de formation à la communication, soit de formation à Synergie. A ce stade, le taux de réalisation est de 30,24%.
				S	1 154	S	1 154	S	1 154	S	1 154	Aucune valeur cible n'a été déterminée au niveau du PO pour les indicateurs de l'axe E. Les seules valeurs cibles existantes sont celles définies dans le projet « Assistance technique INTERREG V ». Les livrables du projet « Assistance technique » ayant été actualisés en 2016, la valeur cible pour le projet programmé en 2015 s'élève à 1 154 personnes. Ce chiffre correspond aux bénéficiaires qui suivront la formation « SYNERGIE-CTE » et la formation « Communication » dispensées par le programme.

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible		2015		2016		2017		2018	Observations
N	Nombre de demandes de versement traitées	Demandes	/	F	0	F	0	F	0	F	173	Depuis le début de la période de programmation, 173 demandes de versement ont été traitées. Le taux de réalisation encore relativement faible à ce stade (20,42%) s'explique par le fait que le contrôle des demandes de versement a été retardé par l'établissement tardif du modèle de CSF dans Synergie.
				S	847	S	847	S	847	S	847	Aucune valeur cible n'a été déterminée au niveau du PO pour les indicateurs de l'axe E. Les seules valeurs cibles existantes sont celles définies dans le projet « Assistance technique INTERREG V ». Suite à la mise en place du système de contrôle de premier niveau en 2016, la valeur pour ce livrable a été définie et s'élève à 847 demandes de versement. Le projet « Assistance technique » ayant été programmé en 2015, cette valeur cible est à déclarer pour 2015.
O	Nombre de mesures contribuant à augmenter la capacité administrative du programme	Mesures	/	F	0	F	0	F	0	F	118	Depuis le début de la période de programmation, 118 mesures contribuant à augmenter la capacité administrative du programme ont été prises. Ces mesures correspondent soit à des actions de formation, soit à la participation à des réunions en lien avec la gestion du programme. A ce stade, le taux de réalisation est de 90,76%.
				S	130	S	130	S	130	S	130	Aucune valeur cible n'a été déterminée au niveau du PO pour les indicateurs de l'axe E. Les seules valeurs cibles existantes sont celles définies dans le projet « Assistance technique INTERREG V ». Les livrables du projet « Assistance technique » ayant été actualisés en 2016, la valeur cible pour le projet programmé en 2015 s'élève désormais à 91 mesures. Ce chiffre correspond aux mesures de simplification mise en place par le programme. Il comprend également le nombre de formations auxquelles les agents du service gestionnaire du programme ont pu participer permettant leur spécialisation et l'harmonisation des mesures.
P	Nombre d'emplois cofinancés	Equivalents temps plein	15.5	F	0	F	0	F	0	F	0	Le projet « Assistance technique » ne se terminant qu'à la fin de période de réalisation, les valeurs seront renseignées en 2023. Pour information, le nombre d'ETP pour 2018 s'élève à 14,8 au 31/12/2018.
				S	16	S	16	S	16	S	16	Ce chiffre correspond au nombre de personnes en poste au sein du Secrétariat conjoint et de l'Autorité de gestion à la fin de la période de programmation. La valeur cible du projet est légèrement plus élevée que celle indiquée au niveau PO en raison des règles d'arrondis de l'outil SYNERGIE CTE (arrondi à l'unité supérieure pour les indicateurs).

### 3.3 Valeurs intermédiaires et cibles définies dans le cadre de performance

Axe prioritaire	Type d'indicateur	ID	Unité de mesure s'il y a lieu	Valeur intermédiaire pour 2018	Valeur cible finale 2023	2014	2015	2016	2017	2018	Observations
A	Réalisation	CO42	Organismes	9	88	0	0	0	0	187	Le niveau de réalisation de cet indicateur est très satisfaisant. Ce succès s'explique d'une part par une forte programmation sur cet axe et ce dès le démarrage de la programmation, et d'autre part par des consortiums de projets qui rassemblent de larges réseaux incluant de nombreux acteurs de la recherche dans le Rhin supérieur. C'est pourquoi la valeur cible est d'ores et déjà dépassée (elle devrait probablement atteindre environ 250% de la valeur cible à la fin de la programmation).
A	Réalisation	CO26	Entreprises	159	2 059	0	0	0	0	268	La valeur intermédiaire 2018 est dépassée et les valeurs prévisionnelles sont encourageantes pour l'atteinte de la valeur finale.
A	Financier		€	6 693 353.00	54 852 482.00	0	0	0	5 603 025 ,82	16 192 792 ,19	La valeur atteinte pour 2018 représente plus de 242% de la valeur intermédiaire pour 2018. Cela s'explique par une programmation rapide dans l'axe A, dès le début de la période de programmation. Un taux d'engagement des crédits de près de 80% avait déjà été atteint en fin d'année 2017, permettant l'atteinte de ce taux d'exécution élevé.
B	Réalisation	B	Stratégies et instruments	3	36	0	0	0	0	10	La valeur intermédiaire 2018 est dépassée et les valeurs prévisionnelles sont encourageantes pour l'atteinte de la valeur finale.
B	Réalisation	E	Concepts, outils et installations	1	16	0	0	0	0	1	La valeur intermédiaire 2018 est atteinte et les valeurs prévisionnelles sont encourageantes pour l'atteinte de la valeur finale.



Axe prioritaire	Type d'indicateur	ID	Unité de mesure s'il y a lieu	Valeur intermédiaire pour 2018	Valeur cible finale 2023	2014	2015	2016	2017	2018	Observations
B	Financier		€	10 441 630.00	85 569 874.00	0	0	0	2 506 448,52	8 415 559,76	La valeur atteinte pour 2018 représente 80,6% de la valeur intermédiaire à atteindre d'ici fin 2018. Ceci s'explique notamment par un taux d'engagement des crédits plus bas sur cet axe que sur les autres : en fin d'année 2017, le taux d'engagement était seulement de 30%. Des mesures spécifiques ont été prises dans le cadre du plan d'action pour la programmation stratégique pour cet axe, avec la mise en place d'appels à manifestation d'intérêt. Le taux d'engagement est passé à plus de 48% en fin d'année 2018 et les efforts pour accélérer la programmation sur les différents objectifs spécifiques concernés se poursuivent, ce qui devrait permettre d'atteindre la valeur cible. Dans la mesure où les valeurs atteintes pour les indicateurs de réalisation de cet axe sont satisfaisantes, ce taux d'exécution de l'indicateur financier suffit à remplir les objectifs intermédiaires du cadre de performance.
C	Réalisation	CO46	Personnes	450	4 349	0	0	0	0	2128	La valeur intermédiaire 2018 est dépassée et les valeurs prévisionnelles sont encourageantes pour l'atteinte de la valeur finale.
C	Financier		€	5 354 682.40	43 881 986.00	0	0	0	1 711 762,99	5 273 855,28	La valeur atteinte pour 2018 représente 98,5% de la valeur intermédiaire à atteindre d'ici fin 2018. La valeur atteinte tient compte du correctif de 2 914,17 € réalisée dans les comptes annuels 2017-2018. Les 5 projets programmés en fin d'année 2017 sur cet axe ont permis d'atteindre ce taux d'exécution satisfaisant. De plus, le taux d'engagement des crédits de l'axe C est passé de près de 48% à fin 2017 à plus de 60% à fin 2018, ce qui devrait permettre une consommation régulière

Axe prioritaire	Type d'indicateur	ID	Unité de mesure s'il y a lieu	Valeur intermédiaire pour 2018	Valeur cible finale 2023	2014	2015	2016	2017	2018	Observations
											des fonds à disposition sur cet axe pour la suite de la période de programmation.
D	Réalisation	J	Personnes	9 522	82 651	0	0	0	0	15 855	La valeur intermédiaire 2018 est dépassée mais les valeurs prévisionnelles sont encore insuffisantes pour atteindre la valeur cible finale. Une contribution à cet indicateur est obligatoire pour tout nouveau projet programmé depuis 2017.
D	Financier		€	2 231 117.60	18 284 161.00	0	0	0	1 209 604,41	3 460 119,53	La valeur atteinte pour 2018 représente plus de 155% de la valeur intermédiaire à atteindre d'ici fin 2018. Cela s'explique par une programmation rapide dans l'axe D, dès le début de la période de programmation. Un taux d'engagement des crédits de plus de 60% avait déjà été atteint en fin d'année 2017, permettant l'atteinte de ce taux d'exécution élevé.

### 3.4 Données financières

#### Informations financières au niveau de l'axe prioritaire et du programme

Allocation financière de l'axe prioritaire sur la base du programme opérationnel					Données cumulées sur les progrès financiers du programme opérationnel					
Axe prioritaire	Fonds	Base pour le calcul du soutien de l'Union	Financement total	Taux de cofinancement	Coût total éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Proportion de l'allocation totale couverte avec les opérations sélectionnées	Coût public éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Total des dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires à l'Autorité de gestion	Proportion de l'allocation totale couverte par les dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires	Nombre d'opérations sélectionnées
			(€)	(%)	(€)	(%)	(€)		(%)	
A	FEDER	Montant total	54 852 482,00	50,00	43 864 169,56	79,97	43 502 411,56	16 297 344,29	29,71	22
B	FEDER	Montant total	85 569 874,00	50,00	41 203 093,04	48,15	40 700 822,41	8 415 559,76	9,83	19
C	FEDER	Montant total	43 881 986,00	50,00	26 280 406,60	59,89	25 337 492,21	5 273 855,28	12,02	15
D	FEDER	Montant total	18 284 161,00	60,00	13 174 062,13	72,05	12 996 323,85	3 460 119,53	18,92	41
E	FEDER	Montant total	8 027 192,00	82,00	8 027 192,00	100,00	8 027 192,00	1 699 710,72	21,17	1
<b>Montant total</b>	<b>FEDER</b>		<b>210 615 695,00</b>	<b>52,09</b>	<b>132 548 923,33</b>	<b>62,93</b>	<b>130 564 242,03</b>	<b>35 146 589,58</b>	<b>16,69</b>	<b>98</b>
<b>Total général</b>			<b>210 615 695,00</b>	<b>52,09</b>	<b>132 548 923,33</b>	<b>62,93</b>	<b>130 564 242,03</b>	<b>35 146 589,58</b>	<b>16,69</b>	<b>98</b>

## Crédits programmés au titre du soutien du FEDER et du cofinancement national (état en 2018)

*Le texte ci-dessous est destiné aux membres du programme pour information. Il n'apparaîtra pas dans le document transmis à la Commission.*

Axe prioritaire	UE (FEDER)	Contrepartie nationale			Financement éligible total	Taux de cofinancement	Pour information
		Total	Financement public	Financement privé			Contribution suisse
	(a)	(b = c + d)	(c)	(d)	(e = a + b)	(f= a / e)	
A	21 932 084,78	21 932 084,78	21 570 326,78	361 758,00	43 864 169,56	50,00%	5 665 189,58
B	20 601 546,52	20 601 546,52	20 099 275,89	502 270,63	41 203 093,04	50,00%	4 903 644,22
C	13 140 203,30	13 140 203,30	12 197 288,91	942 914,39	26 280 406,60	50,00%	783 159,88
D	7 904 437,63	5 269 624,50	5 091 886,22	177 738,28	13 174 062,13	60,00%	2 417 237,03
E	6 582 297,00	1 444 895,00	1 444 895,00	0,00	8 027 192,00	82,00%	326 558,00
<b>Total</b>	70 160 569,23	62 388 354,10	60 403 672,80	1 984 681,30	132 548 923,33	52,93%	14 095 788,71

La Suisse participe financièrement à 32 des 70 projets programmés et à 4 des 28 microprojets programmés, soit à 36 du total des 78 projets et microprojets programmés depuis le début de la programmation. Cette participation s'effectue soit sous forme de subventions, soit par la participation de partenaires suisses sous forme de dépenses directes. La participation de partenaires suisses à l'ensemble des projets et microprojets programmés s'élève à 14 095 788,71 € soit 9,61% du coût total de ces projets.

## Ventilation des données financières cumulées par catégorie d'intervention pour transmission avant le 31 janvier

Axe prioritaire	Caractéristiques des dépenses	Catégorisation par dimension								Données financières			
	Fonds	Domaine d'intervention	Forme de financement	Dimension territoriale	Mécanisme d'application territorial	Dimension «objectif thématique»	Thème secondaire FSE	Dimension économique	Dimension «localisation»	Coût total éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Coût public éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Total des dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires à l'Autorité de gestion	Nombre d'opérations sélectionnées
										(€)	(€)	(€)	
A	FEDER	58	01	07	07	01	-	18	DE131	1 895 275,00	1 895 275,00	357 121,41	1
A	FEDER	60	01	07	07	01	-	01	DE131	3 944 207,10	3 944 207,10	1 177 689,49	1
A	FEDER	60	01	07	07	01	-	07	DE134	991 918,00	991 918,00	251 580,19	1
A	FEDER	60	01	07	07	01	-	08	FR421	1 245 106,00	1 245 106,00	359 573,81	1
A	FEDER	60	01	07	07	01	-	11	DEB35	998 890,00	998 890,00	265 416,28	1
A	FEDER	60	01	07	07	01	-	18	DE131	3 925 982,00	3 925 982,00	921 817,85	1
A	FEDER	60	01	07	07	01	-	20	FR421	9 670 186,30	9 670 186,30	4 528 594,88	4
A	FEDER	60	01	07	07	01	-	22	DE131	3 334 536,00	3 334 536,00	1 393 816,63	1
A	FEDER	60	01	07	07	01	-	22	DE134	999 734,00	999 734,00	215 675,30	1
A	FEDER	60	01	07	07	01	-	24	DEB35	3 497 329,00	3 497 329,00	2 393 082,12	1
A	FEDER	62	01	07	07	01	-	20	FR421	4 829 520,00	4 829 520,00	1 222 171,54	2

Axe prioritaire	Caractéristiques des dépenses	Catégorisation par dimension								Données financières			
	Fonds	Domaine d'intervention	Forme de financement	Dimension territoriale	Mécanisme d'application territorial	Dimension «objectif thématique»	Thème secondaire FSE	Dimension économique	Dimension «localisation»	Coût total éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Coût public éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Total des dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires à l'Autorité de gestion	Nombre d'opérations sélectionnées
A	FEDER	62	01	07	07	01	-	22	FR421	999 754,00	999 754,00	410 336,34	1
A	FEDER	62	01	07	07	01	-	22	FR422	1 884 330,24	1 522 572,24	352 399,26	1
A	FEDER	82	01	07	07	01	-	07	DE136	997 421,00	997 421,00	219 098,01	1
A	FEDER	65	01	07	07	01	-	22	FR421	2 459 567,00	2 459 567,00	1 316 784,69	1
A	FEDER	119	01	07	07	01	-	18	DE134	1 211 428,92	1 211 428,92	496 847,24	2
A	FEDER	120	01	07	07	01	-	19	FR421	978 985,00	978 985,00	415 339,25	1
B	FEDER	12	01	07	07	06	-	10	DE131	3 191 482,20	3 138 664,30	0,00	1
B	FEDER	69	01	07	07	06	-	01	DE131	1 236 192,00	1 220 909,34	104 828,25	1
B	FEDER	84	01	07	07	06	-	11	FR422	2 109 655,00	2 109 655,00	1 716 397,77	1
B	FEDER	84	01	07	07	06	-	11	DE131	2 256 180,28	2 231 829,70	0,00	1
B	FEDER	85	01	07	07	06	-	1	DE122	3 966 535,78	3 882 801,21	2 551 934,96	1
B	FEDER	85	01	07	07	06	-	22	FR421	2 024 030,16	1 947 945,24	669 067,26	2
B	FEDER	85	01	07	07	06	-	22	DE139	743 046,08	743 046,08	146 773,71	1

Axe prioritaire	Caractéristiques des dépenses	Catégorisation par dimension								Données financières			
	Fonds	Domaine d'intervention	Forme de financement	Dimension territoriale	Mécanisme d'application territorial	Dimension «objectif thématique»	Thème secondaire FSE	Dimension économique	Dimension «localisation»	Coût total éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Coût public éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Total des dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires à l'Autorité de gestion	Nombre d'opérations sélectionnées
B	FEDER	85	01	07	07	06	-	22	DEB35	3 451 455,22	3 451 455,22	0,00	1
B	FEDER	89	01	07	07	06	-	24	FR422	4 000 000,00	4 000 000,00	0,00	1
B	FEDER	26	01	07	07	07	-	12	FR421	5 100 000,00	5 100 000,00	589 294,17	2
B	FEDER	27	01	07	07	07	-	12	FR421	175 600,00	175 600,00	0,00	1
B	FEDER	36	01	07	07	07	-	12	FR421	350 000,00	350 000,00	0,00	1
B	FEDER	43	01	07	07	07	-	12	FR421	196 856,00	196 856,00	0,00	1
B	FEDER	43	01	07	07	07	-	12	FR422	3 376 572,40	3 376 572,40	1 679 166,06	1
B	FEDER	44	01	07	07	07	-	12	FR421	474 555,38	474 555,38	0,00	1
B	FEDER	44	01	07	07	07	-	12	DE122	2 614 932,54	2 614 932,54	0,00	1
B	FEDER	90	01	07	07	07	-	12	FR421	5 936 000,00	5 686 000,00	958 097,58	1
C	FEDER	62	01	07	07	03	-	24	FR421	3 869 808,20	3 766 950,20	0,00	1
C	FEDER	66	01	07	07	03	-	01	FR421	2 088 946,00	2 088 946,00	270 356,76	1
C	FEDER	77	01	07	07	08	-	23	FR421	939 532,48	939 532,48	0,00	1

Axe prioritaire	Caractéristiques des dépenses	Catégorisation par dimension								Données financières			
	Fonds	Domaine d'intervention	Forme de financement	Dimension territoriale	Mécanisme d'application territorial	Dimension «objectif thématique»	Thème secondaire FSE	Dimension économique	Dimension «localisation»	Coût total éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Coût public éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Total des dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires à l'Autorité de gestion	Nombre d'opérations sélectionnées
C	FEDER	93	01	07	07	08	-	15	FR421	2 224 893,30	2 224 893,30	0,00	1
C	FEDER	93	01	07	07	08	-	15	FR422	433 288,00	433 288,00	0,00	1
C	FEDER	94	01	07	07	08	-	15	FR422	1 830 839,00	1 626 433,00	812 760,01	1
C	FEDER	95	01	07	07	08	-	15	FR422	1 675 602,00	1 525 602,00	1 675 602,00	1
C	FEDER	95	01	07	07	08	-	23	FR422	4 000 000,00	4 000 000,00	0,00	1
C	FEDER	102	01	07	07	08	-	21	FR421	265 991,50	265 991,50	62 196,87	1
C	FEDER	108	01	07	07	08	-	18	FR421	3 169 996,66	3 169 996,66	991 284,86	2
C	FEDER	109	01	07	07	08	-	21	DE134	841 524,46	505 874,07	54 172,11	1
C	FEDER	118	01	07	07	08	-	19	FR421	4 000 000,00	3 850 000,00	1 407 482,67	1
C	FEDER	118	01	07	07	08	-	19	FR422	219 000,00	219 000,00	0,00	1
C	FEDER	118	01	07	07	08	-	19	DE134	720 985,00	720 985,00	0,00	1
D	FEDER	20	01	07	07	11	-	11	FR421	762 707,48	762 707,48	0,00	1
D	FEDER	55	01	07	07	11	-	15	FR421	49 962,60	49 962,60	41 613,31	1



Axe prioritaire	Caractéristiques des dépenses	Catégorisation par dimension								Données financières			
	Fonds	Domaine d'intervention	Forme de financement	Dimension territoriale	Mécanisme d'application territorial	Dimension «objectif thématique»	Thème secondaire FSE	Dimension économique	Dimension «localisation»	Coût total éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Coût public éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Total des dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires à l'Autorité de gestion	Nombre d'opérations sélectionnées
D	FEDER	79	01	07	07	11	-	13	FR421	1 206 698,45	1 206 698,45	0,00	1
D	FEDER	79	01	07	07	11	-	18	FR422	300 000,00	300 000,00	263 081,65	1
D	FEDER	80	01	07	07	11	-	19	FR422	64 520,00	56 430,00	0,00	1
D	FEDER	80	01	07	07	11	-	21	FR421	41 383,23	41 383,23	0,00	1
D	FEDER	80	01	07	07	11	-	23	FR421	346 833,38	346 833,38	120 133,58	1
D	FEDER	84	01	07	07	11	-	22	FR421	1 241 028,80	1 237 921,40	0,00	1
D	FEDER	87	01	07	07	11	-	18	DEB3E	296 639,10	296 639,10	0,00	1
D	FEDER	87	01	07	07	11	-	22	FR421	27 942,00	27 942,00	0,00	1
D	FEDER	88	01	07	07	11	-	24	FR422	28 011,20	16 806,72	20 047,76	1
D	FEDER	108	01	07	07	11	-	12	DEB32	49 938,00	49 938,00	0,00	1
D	FEDER	109	01	07	07	11	-	21	FR422	29 945,00	19 657,00	28 650,99	1
D	FEDER	109	01	07	07	11	-	23	FR421	58 924,00	35 354,40	0,00	1
D	FEDER	109	01	07	07	11	-	23	FR422	62 026,82	59 026,82	0,00	1

Axe prioritaire	Caractéristiques des dépenses	Catégorisation par dimension								Données financières			
	Fonds	Domaine d'intervention	Forme de financement	Dimension territoriale	Mécanisme d'application territorial	Dimension «objectif thématique»	Thème secondaire FSE	Dimension économique	Dimension «localisation»	Coût total éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Coût public éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Total des dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires à l'Autorité de gestion	Nombre d'opérations sélectionnées
D	FEDER	112	01	07	07	11	-	20	FR421	655 892,80	655 892,80	0,00	1
D	FEDER	112	01	07	07	11	-	21	FR421	66 656,16	58 222,16	10 806,50	1
D	FEDER	118	01	07	07	11	-	19	FR422	78 363,18	78 363,18	0,00	2
D	FEDER	118	01	07	07	11	-	19	DE122	49 773,45	49 773,45	0,00	1
D	FEDER	119	01	07	07	11	-	18	FR105	217 444,50	217 444,50	0,00	1
D	FEDER	119	01	07	07	11	-	18	FR421	793 524,24	793 524,24	213 803,49	1
D	FEDER	119	01	07	07	11	-	18	FR422	3 332 500,00	3 332 500,00	2 020 812,64	1
D	FEDER	119	01	07	07	11	-	20	FR421	1 331 933,18	1 331 933,18	0,00	1
D	FEDER	119	01	07	07	11	-	20	DE134	612 916,00	612 916,00	342 426,93	1
D	FEDER	119	01	07	07	11	-	23	FR422	20 400,00	20 400,00	0,00	1
D	FEDER	119	01	07	07	11	-	24	FR422	16 420,50	16 420,50	0,00	1
D	FEDER	120	01	07	07	11	-	15	DE124	46 477,00	46 477,00	0,00	2
D	FEDER	120	01	07	07	11	-	18	FR421	981 482,06	966 482,06	290 248,11	1

Axe prioritaire	Caractéristiques des dépenses	Catégorisation par dimension								Données financières			
	Fonds	Domaine d'intervention	Forme de financement	Dimension territoriale	Mécanisme d'application territorial	Dimension «objectif thématique»	Thème secondaire FSE	Dimension économique	Dimension «localisation»	Coût total éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Coût public éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Total des dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires à l'Autorité de gestion	Nombre d'opérations sélectionnées
D	FEDER	120	01	07	07	11	-	23	FR421	45 225,00	40 815,00	0,00	1
D	FEDER	120	01	07	07	11	-	23	FR422	75 062,50	47 537,50	0,00	2
D	FEDER	120	01	07	07	11	-	23	DE124	12 234,00	7 340,40	0,00	1
D	FEDER	120	01	07	07	11	-	23	DE132	38 125,00	22 875,00	0,00	1
D	FEDER	120	01	07	07	11	-	23	DE134	88 867,50	53 320,50	42 088,53	2
D	FEDER	120	01	07	07	11	-	23	DE139	66 666,00	66 666,00	66 406,04	1
D	FEDER	120	01	07	07	11	-	23	DEB3H	18 548,00	11 128,80	0,00	1
D	FEDER	120	01	07	07	11	-	24	FR421	58 991,00	58 991,00	0,00	2
E	FEDER	121	01	07	07	AT	-	18	FR421	8 027 192,00	8 027 192,00	1 699 710,72	1

**Coût cumulé de tout ou partie d'une opération mise en œuvre en dehors de la partie de la zone couverte par le programme qui appartient à l'Union**

	Montant du soutien du FEDER(*) envisagé pour tout ou partie d'une opération mise en œuvre dans la zone couverte par le programme, mais située en dehors de l'Union, sur la base de certaines opérations	Part de l'enveloppe financière totale allouée à tout ou partie d'une opération située en dehors de la partie de la zone couverte par le programme qui appartient à l'Union	Dépenses éligibles au soutien du FEDER engagées dans tout ou partie d'une opération mise en œuvre en dehors de la partie de la zone couverte par le programme qui appartient à l'Union, déclarées par le bénéficiaire à l'Autorité de gestion	Part de l'enveloppe financière totale allouée à tout ou partie d'une opération située en dehors de la partie de la zone couverte par le programme qui appartient à l'Union
	(en euros)	(%)	(en euros)	(%)
		(colonne 2/montant total alloué au soutien du FEDER au niveau du programme *100)		(colonne 4/montant total alloué au soutien du FEDER au niveau du programme *100)
1.7 RARENET	257 308,50	0,23%	255 525,97	0,23%
1.8 RELIGIONS	187 605,50	0,17%	140 352,52	0,13%
1.9 RMTMO.RI	33 821,00	0,03%	11 911,29	0,01%
3.2 TRIDIAG	409 528,00	0,37%	313 505,71	0,29%
3.3 NANOTRANSMED	418 990,00	0,38%	125 849,85	0,11%
3.4 SPIRITS	245 373,00	0,22%	33 482,10	0,03%
3.7 HALFBACK	183 332,00	0,17%	111 974,97	0,10%
3.8 HNBI	104 823,00	0,10%	48 812,20	0,04%
5.1 ERMES-Rhin	61 965,00	0,06%	75 637,58	0,07%
5.2 ECOSERV	138 756,58	0,13%	0,00	0,00%
5.3 NAVEBGO	145 793,48	0,13%	0,00	0,00%
8.2 UPPER RHINE 4.0	165 959,00	0,15%	0,00	0,00%
9.2 REGIO MINERALIA	198 145,50	0,18%	251 770,73	0,23%
9.4 FILM EN RHIN	8 970,00	0,01%	0,00	0,00%
MP27 MIX'ART	33 457,09	0,03%	0,00	0,00%

## 4 SYNTHÈSE DES ÉVALUATIONS

### Présentation des trois évaluations menées

Le programme INTERREG V Rhin Supérieur s'est doté d'un plan d'évaluation adopté par son Comité de suivi le 2 juillet 2015, listant cinq évaluations prévues tout au long de la période de programmation. Il prévoit la création d'un groupe de pilotage dédié, constitué de membres du Groupe de travail du programme intéressés. Ce groupe a ainsi suivi le lancement et la conduite des évaluations réalisées jusqu'ici, à savoir:

- **La première évaluation intermédiaire de mise en œuvre du programme sur les données de 2015 à 2017**, réalisée par l'Euro-Institut et ADIT Entreprises et Territoires, de janvier à juillet 2018
  - Elle avait pour but d'évaluer et d'optimiser la mise en œuvre du programme, son efficacité et son efficience. Elle a permis de questionner la logique d'intervention, l'avancement et le fonctionnement du programme et la qualité des projets soutenus. Elle devait en parallèle permettre d'évaluer la nécessité d'une éventuelle refonte de la stratégie du programme.
- **L'évaluation de l'Assistance Technique**, réalisée par l'Institut de la Gouvernance Territoriale et le cabinet SynappCity, de juin à octobre 2018.
  - L'assistance technique est gérée sous la forme d'un projet, dénommé 13.1 « Assistance technique INTERREG V Rhin supérieur », rattaché à l'axe E selon les mêmes règles que les autres projets du programme. L'évaluation avait pour objectif d'évaluer l'efficacité et l'optimisation des ressources utilisées pour la mise en œuvre du programme.
- **L'évaluation de la stratégie de communication du programme**, réalisée par Marketing Free Lance et Energie Europe, de juin à octobre 2018
  - Adoptée par le Comité de suivi en juillet 2015, la stratégie de communication reste en vigueur pendant toute la durée de la programmation, mais peut être amenée à évoluer. L'évaluation de cette stratégie avait pour but d'analyser son efficacité, son efficience et la pertinence des différents outils utilisés et des publics-cibles, dans l'objectif d'un éventuel ajustement.

Ces évaluations ont été conduites en parallèle et de manière distincte. Elles se basaient sur des analyses documentaires, des études de cas, des questionnaires en ligne et des entretiens avec des acteurs du programme : bénéficiaires, partenaires du programme, membres de l'Autorité de gestion et du Secrétariat conjoint. Des ateliers rassemblant tous ces acteurs ont aussi été menés par les évaluateurs.

Il est apparu que les trois rapports d'évaluation se rejoignent sur certaines thématiques, conclusions et recommandations apportées. Ainsi, une synthèse globale des résultats et recommandations des trois évaluations est rédigée ci-après.

### Pertinence du programme et de l'assistance technique

Le programme a été jugé toujours aussi pertinent qu'à ses débuts, dans le sens où ses objectifs d'intervention sont toujours en phase avec les besoins du territoire. Malgré quelques évolutions institutionnelles et politiques en France et en Suisse, aucun besoin de modification de la logique d'intervention n'est apparu.

Concernant l'assistance technique, les objectifs et mesures prévus répondent aux exigences réglementaires et sont pertinents au vu de l'avancée de la programmation. Le volume actuel d'assistance technique est apparu suffisant pour répondre aux objectifs assignés, constat basé sur l'avancée des indicateurs de réalisation de l'axe E ainsi que celle du programme dans son ensemble.

### Efficacité du programme

Plusieurs aspects ont été évalués :

- L'avancement financier
  - Le taux d'engagement est en avance sur les prévisions, ce qui a été jugé remarquable compte tenu de la forte augmentation budgétaire du programme par rapport à la période de

programmation précédente. Il s'agit cependant d'être vigilant quant au taux de consommation des crédits encore faible, et d'assurer un suivi optimal des dépenses des projets.

- La réalisation des objectifs qualitatifs
  - Le programme ayant affiché un retard sur certains objectifs spécifiques, axes et indicateurs de réalisation en début de période de programmation, des mesures correctives ont été prises par le plan d'action de programmation stratégique (PAPS) et ont déjà produit des effets positifs dès fin 2017.
  - Concernant l'avancement qualitatif, la plupart des acteurs s'est bien emparée de la logique de performance par les résultats. Certains indicateurs apparaissent néanmoins plus difficiles à appréhender par les porteurs de projets, parfois difficiles à interpréter et jugés plus en phase avec les besoins du programme que ceux de leur projet.
  - Les projets soutenus sont de qualité et contribuent à l'atteinte des objectifs du programme opérationnel et à l'amélioration du cadre de vie. Mais leur valeur ajoutée transfrontalière pourrait être mieux mise en valeur lors des phases d'instruction et de mise en œuvre.
- Les techniques de sélection
  - La mixité des modes de sélection (au fil de l'eau, appels à manifestation d'intérêt, appels à projets) a été saluée et considérée comme très efficace pour une programmation de qualité.
- L'assistance technique :
  - Les moyens actuels permettent d'atteindre les objectifs du projet assistance technique. Or le financement d'un poste ou demi-poste supplémentaire est apparu disponible. Ce financement devait dépendre du budget restant après la refonte du régime indemnitaire de la Région Grand Est, qui au moment de l'évaluation allait entraîner une augmentation des frais de personnel.
  - « L'organisation efficace des ressources humaines », « le très bon pilotage du programme » et « l'important travail d'accompagnement des porteurs de projets » ont également été mis en avant, soulevant cependant des marges d'optimisation, en particulier concernant la communication du programme, la valorisation des réalisations des projets, ainsi que l'assistance des porteurs dans le montage de leur projet.

#### Efficiences du programme et de l'Assistance technique

Les partenaires du programme ont exprimé leur satisfaction quant aux modalités appliquées ; l'organisation des instances, leur implication par l'Autorité de gestion et le Secrétariat conjoint dans diverses thématiques du programme et leur rôle de relais d'information. Les outils mis en place tels que le PAPS et les formations de relais territoriaux ont été mis en avant, même si un renforcement de leur implication est souhaité. Un point d'optimisation portait aussi sur la volonté de laisser plus de place à la discussion collective autour des projets en se concentrant plus sur la valeur ajoutée transfrontalière, et moins sur les aspects techniques.

Au niveau des bénéficiaires, une certaine lassitude envers la complexité administrative a été exprimée. Cependant, l'accompagnement des porteurs est apprécié de par la réactivité et les outils d'information proposés par le Secrétariat conjoint et l'Autorité de gestion. La présence territorialisée est également appréciée, y compris en Suisse avec la Regio Basiliensis.

Les moyens humains alloués à l'assistance technique (dont le budget est réglementairement plafonné à 6% du montant total FEDER alloué au programme) approchent du plafond prévu, or l'allocation de ressources humaines supplémentaires pourrait s'avérer nécessaire, notamment au vu de l'augmentation de la charge de travail liée à la préparation d'INTERREG VI, et des besoins exprimés en termes de communication et de capitalisation. Cet élément sera développé dans le point suivant dédié à la communication.

## La communication du programme

La troisième évaluation dédiée uniquement à la stratégie de communication partage les points d'optimisation soulevés par les deux premières et a proposé des pistes de réflexions pour « professionnaliser » la communication, selon les souhaits émis par plusieurs acteurs du programme.

En rappelant les objectifs de la stratégie de communication, l'évaluation a porté sur les différents moyens et supports de communication, sur les différentes phases et étapes du processus de communication, sur les valeurs et l'image de marque du programme et enfin sur les ressources humaines et financières allouées.

Il en est ressorti que les outils actuels ont vocation à être améliorés, comme le manuel, le site internet et les ateliers/formations. L'accompagnement des bénéficiaires et la disponibilité des équipes sont des points d'excellence à préserver. Pour l'image de marque, il est préconisé de s'appuyer davantage sur les points forts (richesse thématique, excellence de l'accompagnement) et sur les valeurs. Une charte graphique et une iconographie plus développée est aussi recommandée.

Par ailleurs la question de la création d'un poste ou d'un demi-poste dédié ou non à la communication est encore en débat – cette décision aura un impact sur l'organisation interne de la communication, qui est portée principalement par deux chargées de mission de l'équipe, qui y consacrent chacune 40% de leur temps de travail. Le rapport pointe certaines limites à cette organisation.

En conclusion, la stratégie de communication montre des résultats satisfaisants, et la poursuite de la stratégie actuelle est recommandée. Cependant, plusieurs écueils guetteraient la mise en œuvre de la communication prévue, comme par exemple l'augmentation des attentes sans augmentation des effectifs et des moyens. De plus, l'image de marque du programme conserve des points négatifs significatifs autour des contraintes administratives notamment.

Ainsi, trois directions sont préconisées pour la fin de la période de programmation actuelle, accompagnées chacune de recommandations concrètes déjà évoquées précédemment :

- Poursuivre l'effort d'information et d'explication concernant la vie du programme (évolutions réglementaires, actions de communication)
- Produire un outil principal de valorisation des projets
- Préparer la communication au plus tôt pour la prochaine période de programmation.

## Conclusion

Ces trois évaluations exhaustives ont confirmé les choix stratégiques du programme INTERREG V Rhin Supérieur dans son ensemble, tout en soulevant quelques points d'optimisation et en donnant des pistes de réflexion quant aux améliorations possibles. Le suivi donné aux résultats de ces évaluations sera décrit plus loin dans ce RAMO.

## **5 PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME ET MESURES PRISES**

Au sein du Secrétariat conjoint, deux nouvelles instructrices ont intégré le service en 2018, en remplacement de deux départs. Un de ces remplacements a pris un retard important (suite au départ rapide d'une première remplaçante), obligeant une répartition provisoire des dossiers auprès des autres membres du Secrétariat conjoint. Cette charge de travail supplémentaire s'est résorbée à l'arrivée des deux nouvelles collègues.

Au sein de l'Autorité de gestion, deux nouvelles collègues ont également intégré le service en 2018 : il s'agissait d'un remplacement suite à un départ pour l'une et une création d'un poste pour l'autre. Cette création de poste était destinée à accélérer le traitement des demandes de versement des projets et à renforcer les capacités de contrôle de l'Autorité de gestion.

Ces sont donc quatre nouvelles personnes qui ont intégré le service. Des mesures de formation ont été prises afin d'intégrer au mieux ces nouveaux membres de l'équipe : formations en interne par les collègues

mais aussi en externe par le biais de participations diverses aux formations organisées au niveau national (CGET) et européen (Interact).

Le risque lié au dégageant d'office étant élevé sur cette période de programmation, des objectifs chiffrés internes plus élevés que les premiers objectifs annuels ont été fixés dès 2017, afin d'anticiper les tranches à certifier pour éviter un dégageant d'office qui seront très élevées à partir de 2020. L'Autorité de gestion a effectivement pu prendre de l'avance dans la certification en 2017 puis 2018, écartant déjà pour 2018 et 2019 le risque de dégageant d'office. Les efforts en ce sens devront être maintenus en 2019, car l'avance à prendre pour anticiper les années à venir devra être encore plus importante.

## **6 RÉSUMÉ À L'INTENTION DES CITOYENS**

Voir document joint.

## **7 RAPPORT SUR LA MISE EN OEUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS**

Le Programme opérationnel ne prévoit pas d'instruments financiers.

## **8 LE CAS ÉCHÉANT, PROGRÈS DANS LA PRÉPARATION ET LA RÉALISATION DES GRANDS PROJETS ET DES PLANS D'ACTION COMMUNS**

Le Programme opérationnel ne prévoit pas de grands projets et de plans d'action communs.

## **9 EVALUATION DE LA REALISATION DU PROGRAMME DE COOPERATION**

### **9.1 Informations de la partie A et réalisation des objectifs du programme**

#### Axe prioritaire A

*Information préalable : le présent RAMO contient la première transmission de valeurs réelles pour les indicateurs de réalisation et il comprend la première actualisation des valeurs des indicateurs de résultats du programme. Aucune évaluation n'est disponible concernant la contribution effective du FEDER aux indicateurs de résultat, dans la mesure où la première évaluation d'impact est prévue début 2020. Cependant, sur la base des premiers résultats des projets programmés, il est possible de compiler, de manière qualitative, les informations renseignées par les projets programmés dans l'axe A, concernant leur contribution aux indicateurs de résultat.*

Au travers de 22 projets adoptés, près de 22 millions d'euros ont été alloués, soit près de 80% des fonds FEDER disponibles sur cet axe. La contribution moyenne s'élève à environ 1 million d'euros par projet.

Le taux de consommation de cet axe est très satisfaisant : 29.52% de la dotation FEDER a d'ores et déjà été consommé. La valeur intermédiaire de l'indicateur financier est atteinte et ce grâce à une programmation rapide dès le début de la période de programmation. Ainsi, la valeur cible de l'indicateur financier est en très bonne voie concernant cet axe.

Cette forte programmation a nécessité l'arrêt de la programmation au fil de l'eau et ce dès janvier 2017, afin que les fonds restants puissent être programmés de la manière la plus ciblée et transparente possible :

- Dans le cadre de l'appel à projets de l'Offensive Sciences (3.5 millions d'euros réservés attribués aux lauréats en juin 2019)



- Dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'intérêt (AMI). Les idées de projets retenues seront notamment celles qui apporteront une contribution conséquente aux indicateurs, dans la limite des fonds disponibles dans l'axe A.

La valeur de l'indicateur commun du cadre de performance CO42 « nombre d'organismes de recherche participant à des projets de recherche transfrontaliers, transnationaux ou interrégionaux » s'élève à 187 en 2018 (F), dépassant ainsi l'objectif de 88 en 2023. Par conséquent, les valeurs intermédiaires et finales de cet indicateur sont d'ores et déjà atteintes grâce à une attractivité plus importante que prévue des projets transfrontaliers pour les organismes de recherche et grâce à des projets de consortiums rassemblant de larges réseaux d'acteurs de la recherche du Rhin supérieur.

La valeur de l'indicateur commun du cadre de performance CO26 « nombre d'entreprises coopérant avec des organismes de recherche » s'élève à 269 entreprises en 2018 (F), dépassant ainsi la valeur intermédiaire. La valeur prévisionnelle des projets programmés (S) s'élève à 1 272 soit 95% de la valeur cible. Ce chiffre est très encourageant. De plus, l'adoption des derniers projets au sein de l'Axe A devrait permettre d'atteindre la valeur cible, voire de la dépasser, puisqu'une contribution conséquente à cet indicateur est obligatoire pour tout nouveau projet programmé.

En 2018, 22,06% des chercheurs du Rhin supérieur sont actifs sur le plan transfrontalier (prévisionnel 20,15%). L'augmentation de l'indicateur de résultat n°1 est un signal très encourageant pour la coopération scientifique. Les projets programmés devraient avoir un effet positif sur cet indicateur car les projets intègrent des chercheurs dans leurs domaines respectifs, qui deviennent de fait actifs sur le plan transfrontalier. Cette intégration peut se faire de manière directe grâce au projet (par exemple la collaboration directe entre chercheurs dans le domaine de la santé pour le projet RARENET puisque 106 chercheurs ont été mis en relation sur le territoire transfrontalier) ou grâce aux activités de mise en réseau du projet (par exemple le projet 1.5 « TriRhenaTech »).

Concernant l'indicateur de résultat n°2 « Nombre d'entreprises participant à des projets transfrontaliers de R&D en partenariat avec des structures de recherche et d'enseignement supérieur », en 2018, les projets transfrontaliers comptent en moyenne 1,18 entreprises partenaires de structures de recherche et d'enseignement supérieur (prévisionnel 0,31). La valeur élevée mesurée en 2018 atteste donc d'une coopération plus importante que prévue entre les entreprises et les structures de recherche et d'enseignement supérieur du Rhin supérieur pour des projets transfrontaliers de R&D. Si l'on considère uniquement les projets INTERREG ayant répondu à l'enquête, 12 sur 22 (54 %) ont impliqué de manière certaine et directe des entreprises dans leur consortium, avec une moyenne de 3,25 entreprises par projet.

Concernant l'indicateur de résultat n°3 « Nombre d'applications et d'innovations développées par des consortiums transfrontaliers du Rhin supérieur », en 2018, en moyenne 0,67 applications et innovations sont développées par des consortiums transfrontaliers (prévisionnel 0,47). Cet indicateur a dû être favorablement influencé les projets programmés puisque dans leur formulaire, 13 projets ont déclaré participer à l'augmentation du nombre d'applications et d'innovations. A titre d'exemple, on peut citer le projet 3.1 « ORRAP » qui développe une solution pour recycler les agrégats enrobés pollués afin de réduire l'impact négatif sur l'environnement du processus de production et d'entretien des routes. Le projet 3.4 « SPIRITS » a quant à lui réalisé une étude précise du geste des médecins radiologues pour définir leurs besoins, dans l'optique de créer un robot médical.

Ainsi, le défi principal pour la sélection de derniers projets dans le cadre de l'axe prioritaire A se situe dans l'utilisation ciblée des fonds communautaires restants, afin:

- D'atteindre la valeur cible de l'indicateur de réalisation « nombre d'entreprises coopérant avec des organismes de recherche »;
- De gérer les rétrocessions qui seront dégagées suite à la clôture des premiers projets de l'axe A.

## Axe prioritaire B

*Information préalable : le présent RAMO contient la première transmission de valeurs réelles pour les indicateurs de réalisation et il comprend la première actualisation des valeurs des indicateurs de résultats du programme. Aucune évaluation n'est disponible concernant la contribution effective du FEDER aux indicateurs de résultat, dans la mesure où la première évaluation d'impact est prévue début 2020. Cependant, sur la base des premiers résultats des projets programmés, il est possible de compiler, de manière qualitative, les informations renseignées par les projets programmés dans l'axe B, concernant leur contribution aux indicateurs de résultat.*

Au travers de 19 projets adoptés, 20 601 546 € ont été alloués, soit 48.15% des fonds FEDER disponibles pour cet axe prioritaire. La contribution moyenne s'élève à environ 1 million d'euros par projet.

Le taux de consommation de cet axe est encore faible : il s'élève à 9,83% de la dotation FEDER. La valeur atteinte pour 2018 représente 80,6% de la valeur intermédiaire : dans la mesure où les valeurs atteintes pour les deux indicateurs de réalisation de cet axe sont satisfaisantes, ce taux d'exécution de l'indicateur financier suffit à remplir les objectifs intermédiaires du cadre de performance.

Ce niveau s'explique notamment par un taux d'engagement des crédits plus bas sur cet axe que sur les autres: en fin d'année 2017, le taux d'engagement était seulement de 30%. Des mesures spécifiques ont été prises dans le cadre du PAPS pour cet axe, avec l'organisation d'une mesure d'information et de sensibilisation ainsi que la mise en place d'appels à manifestation d'intérêt (AMI). Le taux d'engagement est passé à plus de 48% en fin d'année 2018 et les efforts pour accélérer la programmation sur les différents objectifs spécifiques concernés se poursuivent.

Les projets programmés dans cet axe se distinguent en deux objectifs thématiques.

### Objectif thématique 6

Dix projets ont été programmés dans l'objectif thématique 6 : quatre dans l'OS4, trois dans l'OS5 et trois dans l'OS6. Ils représentent 11 489 288,36€ de FEDER, soit 57% des fonds dédiés à ces objectifs spécifiques. Les trois objectifs spécifiques de l'objectif thématique 6 sont désormais couverts, ce qui n'était pas encore le cas en 2016.

Concernant la priorité d'investissement 6d (regroupant les OS4 et 5), aucune valeur réelle ne peut être comptabilisée en 2018 pour l'indicateur commun CO23 « Superficie des habitats bénéficiant d'un soutien pour atteindre un meilleur état de conservation ». La valeur prévisionnelle des projets programmés (S) s'élève à 2 941 Hectares soit 67% de la valeur cible. Avec la réalisation des projets en cours, les projets actuellement en cours d'instruction et l'organisation de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI), la valeur cible finale de cet indicateur devrait être atteinte. La valeur réelle de l'indicateur du cadre de performance B « Nombre de nouvelles stratégies et instruments pour la protection des espèces et l'amélioration de la qualité des services liés aux écosystèmes » s'élève en 2018 à 10 stratégies et instruments, ce qui signifie que la valeur intermédiaire 2018 est dépassée. De plus, la valeur prévisionnelle des projets programmés devrait permettre d'atteindre la valeur cible.

Concernant l'indicateur de résultat 4 « Nombre d'initiatives transfrontalières en faveur de la protection des espèces animales et végétales », de 2000 à 2018, il y a eu 23 initiatives transfrontalières (chiffre prévisionnel : 27). Cependant, 4 initiatives transfrontalières sont d'ores et déjà en cours dans le Rhin supérieur et pourront donc être comptabilisées lorsqu'elles seront réalisées. Deux d'entre elles sont programmées au sein du programme INTERREG Rhin supérieur et contribuent ainsi directement à cet indicateur. Le projet 4.3 « Naturerlebnis Grenzenlos » peut être cité à titre d'exemple car il contribuera à deux des indicateurs cités ci-dessus : d'une part, il a pour but d'améliorer la qualité du biotope présent dans les zones-nature au profit des espèces menacées des zones humides le long du Rhin et pourra ainsi contribuer à la valeur de l'indicateur de résultat n°4 lors de la prochaine communication. D'autre part, il permettra également de présenter des valeurs réalisées pour l'indicateur CO23 dès 2019.

Concernant l'indicateur de résultat 5.1 « Qualité globale des eaux souterraines de la nappe rhénane », 40% des points de mesure dépassent la limite de potabilité (au lieu de 32,6% au prévisionnel). La tendance est donc inverse, mais elle s'explique par l'augmentation du nombre de substances mesurées. Quatre projets actuellement programmés (dont 2 dans l'OS4 et 2 dans l'OS5) affirment que leur projet aura un impact positif sur la qualité globale des eaux souterraines de la nappe rhénane. Le projet 5.1 « ERMES-Rhin » peut être cité comme exemple, car il a étudié la pollution de la nappe rhénane ces dernières années et a ainsi établi des recommandations écrites pour la mise en œuvre de stratégies politiques de préservation et de reconquête de la qualité de la ressource en eau que représente la nappe phréatique rhénane. Concernant l'indicateur de résultat 5.2 « Superficie globale cumulée des forêts et prairies permanentes », en 2017, la superficie globale de forêts et de prairies était de 1 288 044,60 hectares. Cette valeur reste proche de la valeur prévisionnelle, (1 297 867,76 hectares).

Enfin, concernant la priorité d'investissement 6d (regroupant les OS4 et 5), un AMI a été lancé début février 2019 et se termine le 15 avril 2019, afin de faire émerger des projets dans ces domaines. Cet AMI permettra au programme de continuer ses efforts pour programmer des projets permettant l'amélioration des indicateurs mesurant la préservation de l'environnement.

Concernant la priorité d'investissement 6g (OS6), trois projets ont désormais été programmés. Une manifestation d'information ciblée prévue dans le PAPS a été organisée en 2017 et a réuni des acteurs de ce domaine. Quatre indicateurs de réalisation sont prévus dans cet objectif spécifique. Le premier relevé de valeurs réelles de ces indicateurs reste encore faible et les valeurs programmées restent également en deçà des objectifs à atteindre. Cela s'explique, d'une part, par la programmation tardive des premiers projets sur cet objectif spécifique et d'autre part, par la structure hétérogène de cet objectif spécifique. Les projets programmés à ce jour dans cette Priorité d'Investissement ont pour objectif la reconversion de friches industrielles et ne contribuent donc pas à certains indicateurs, notamment concernant les entreprises soutenues financièrement. Des efforts pour atteindre cette valeur cible sont encore nécessaires et sont prévus dans le PAPS : la contribution à au moins deux indicateurs de cette priorité d'investissement a en effet été rendue obligatoire pour tout nouveau projet programmé.

Concernant la contribution du FEDER aux indicateurs de résultat de cet OS, le projet 6.2 « Vis-à-vis » contribue à l'indicateur 6.1 « Consommation des sols » puisqu'il a pour but la transformation de friches en jardins (le parc ainsi créé sera en partie constitué d'espaces verts et boisés). Concernant l'indicateur de résultat 6.2 « Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie », en 2016, la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie était de 9,23% (au lieu de 9,50%). Un projet adopté en décembre 2018 devrait y contribuer selon les prévisions.

## Objectif thématique 7

Neuf projets ont été programmés dans l'objectif thématique 7 correspondants à l'objectif spécifique 7, pour un montant de 9 112 258 € de FEDER, soit 41% des fonds dédiés à cet objectif thématique.

Concernant l'indicateur commun du cadre de performance E « Nombre de nouveaux concepts, outils et installations favorisant les transports respectueux de l'environnement », la valeur intermédiaire 2018 est atteinte. Cette valeur paraît faible mais s'explique aisément : en effet, les concepts, outils et installations créés par les projets de cette PI ne peuvent être comptabilisés qu'une fois les études ou travaux terminés, soit à la fin de la période de réalisation du projet. La valeur sera donc bien plus élevée dès 2019. Les valeurs prévisionnelles sont encourageantes et dépassent la valeur finale, laissant penser que cette dernière pourra être atteinte voire dépassée. Pour rappel, un appel à manifestation d'intérêt ciblé sur l'objectif spécifique 7 a été organisé et s'est terminé en juillet 2018, permettant au programme de recenser les projets potentiels et s'assurer une programmation efficace des fonds restants.

Concernant l'indicateur de résultat n° 7 « Trafic motorisé transfrontalier », une première actualisation de la valeur correspondant à l'année 2017 a été effectuée. Ainsi, en 2017, le trafic moyen journalier à 22 stations de comptage était de 351 565 véhicules (357 953 au prévisionnel). De plus, plusieurs projets devraient avoir un impact positif sur cet indicateur puisque 7 des 9 projets programmés dans cet OT ont

déclaré contribuer à la baisse du trafic motorisé transfrontalier. A titre d'exemple, on peut citer le projet 7.2 « PK309 » qui va permettre la création d'une passerelle piétonne et cycliste qui favorise le report modal de la voiture sur les mobilités douces. Le projet 7.6 « Bacs Rhénans » a quant à lui permis de mettre en place d'un réseau d'information sur l'utilisation possible des Bacs Rhénans comme moyen de transport pour traverser le Rhin et ainsi éviter des détours pour accéder aux ponts qui permettent la traversée du fleuve. Une étude pour évaluer l'impact de cette information sur l'utilisation des bacs et ainsi la réduction du trafic motorisé due à des détours sera effectuée dans le cadre du projet.

Ainsi, le défi principal dans le cadre des objectifs spécifiques 4, 5 et 6 consiste à générer un nombre suffisant de projets, afin :

- De générer suffisamment d'idées de projet pour absorber les fonds restants
- De couvrir l'ensemble des objectifs qualitatifs ; et
- D'atteindre les valeurs cibles des indicateurs de réalisation de l'objectif spécifique 6.

Quant à l'objectif spécifique 7, le défi principal consiste à identifier le volume et le cadre temporel de projets potentiels, afin :

- De prendre les mesures d'accompagnement nécessaires pour favoriser l'émergence des idées de projet soumises dans le cadre de l'AMI au sein de l'OS 7 ou d'autres idées de projet qui pourraient prochainement survenir et ce afin de programmer les fonds restants.

## Axe C

*Information préalable : le présent RAMO contient la première transmission de valeurs réelles pour les indicateurs de réalisation et il comprend la première actualisation des valeurs des indicateurs de résultats du programme. Aucune évaluation n'est disponible concernant la contribution effective du FEDER aux indicateurs de résultat, dans la mesure où la première évaluation d'impact est prévue début 2020. Cependant, sur la base des premiers résultats des projets programmés, il est possible de compiler, de manière qualitative, les informations renseignées par les projets programmés dans l'axe C, concernant leur contribution aux indicateurs de résultat.*

Au travers de 15 projets adoptés, 13 140 203 € ont été alloués, soit près de 60% des fonds FEDER disponibles pour cet axe prioritaire. La contribution moyenne s'élève à environ 880 000 euros par projet.

Le taux de consommation de cet axe est encore faible : il s'élève à 12% de la dotation FEDER. La valeur atteinte pour 2018 représente 98,5% de la valeur intermédiaire et permet de respecter le cadre de performance. De plus, le taux d'engagement des crédits de l'axe C est passé de près de 48% à fin 2017 à plus de 60% à fin 2018, ce qui devrait permettre une consommation régulière des fonds à disposition sur cet axe pour la suite de la période de programmation.

L'indicateur de réalisation CO46 du cadre de performance est alimenté par les projets programmés dans les trois objectifs spécifiques de l'axe C. La valeur intermédiaire 2018 est dépassée et les valeurs prévisionnelles sont encourageantes pour l'atteinte de la valeur finale.

Les projets programmés dans cet axe se distinguent en deux objectifs thématiques.

### Objectif thématique 3

Deux projets ont été programmés dans l'objectif thématique 3 correspondant à l'objectif spécifique 8, pour un montant de 2 979 377 € de FEDER, soit 54% des fonds dédiés à cet objectif thématique.

Concernant l'indicateur CO01, aucune valeur réelle ne peut être comptabilisée en 2018 car les projets n'ont été programmés qu'en 2017. La valeur prévisionnelle est cependant encourageante et les 2 projets programmés dans cette PI devraient y contribuer dès 2019. Concernant l'indicateur CO46 aucune valeur réelle ne peut être comptabilisée en 2018 car les projets n'ont été programmés qu'en 2017. La valeur

prévisionnelle de cet indicateur est encore assez faible, c'est pourquoi une attention particulière sera à porter à la contribution des prochaines idées de projet.

Concernant l'indicateur de résultat « Nombre de PME menant des activités transfrontalières », la valeur intermédiaire 2018 indique une baisse de 27% par rapport à la valeur initiale, qui peut s'expliquer par plusieurs hypothèses (voir tableau 3.2). Deux projets ont été programmés en 2017 dans cet objectif spécifique et ont affirmé qu'ils devraient permettre à des PME (dans le domaine de l'agriculture et de l'industrie 4.0) de mener des activités transfrontalières.

### Objectif thématique 8

Treize projets ont été programmés dans l'objectif thématique 8 correspondant aux OS 9 et 10, pour un montant de 10 160 826 € de FEDER, soit 62% des fonds dédiés à cet objectif thématique.

La valeur de l'indicateur CO01 est plus faible dans les objectifs spécifiques 9 et 10, mais elle est compensée par les valeurs plus élevées de ces mêmes indicateurs dans l'OS8. Concernant l'indicateur CO42, la valeur est plus faible dans les OS8 et 9, mais elle est compensée par les valeurs plus élevées de ces mêmes indicateurs dans l'OS10 permettant au programme d'atteindre les valeurs du cadre de performance.

Concernant l'OS9, cela s'explique par l'hétérogénéité des projets programmés mais également par la perspective de programmer des projets contributeurs qui n'ont finalement pas déposé de projet. En effet, les projets notamment dans le domaine du tourisme n'ont pas contribué à l'indicateur CO46. Des efforts pour atteindre de meilleures valeurs pour cet indicateur sont donc prévus dans le PAPS. Concernant l'indicateur F « Nombre d'utilisateurs de produits, offres et services créés ou améliorés dans les secteurs du tourisme, des médias et de la créativité », plus de 15% de la valeur finale sont atteints grâce au projet 9.1 « Historial franco-allemand du Hartsmannwillerkopf », qui a ouvert en 2017 et comptabilise d'ores et déjà 94 441 visiteurs. La valeur prévisionnelle est cependant encore en deçà de l'objectif, c'est pourquoi la contribution à cet indicateur a été rendue obligatoire pour tout nouveau projet programmé dans cet axe. Enfin, concernant l'indicateur G « Nombre de nouvelles mesures de sensibilisation et campagnes d'information dans les secteurs du tourisme, des médias et de la créativité », les deux des projets programmés en 2018 contribuent à cet indicateur. Cette valeur reste néanmoins encore faible, c'est pourquoi la contribution à cet indicateur a également été rendue obligatoire pour tout nouveau projet programmé dans cet axe.

Concernant l'indicateur de résultat 9 « Nombre de personnes employées dans les secteurs tourisme, culture et créativité », en 2018, 150 192 personnes étaient employées dans ces secteurs dans le Rhin supérieur (prévisionnel de 149 984 personnes). Les 6 projets programmés dans l'OS 9 se sont engagés à participer à l'augmentation du nombre de personnes employées dans les secteurs du tourisme, de la culture et de la créativité tels que le projet 9.1 « Historial franco-allemand du Hartmannswillerkopf » qui participe directement à cet objectif.

Au sein de l'OS10, les projets programmés ont fortement contribué à l'indicateur CO46 « Marché du travail et formation: Nombre de participants à des programmes communs d'éducation et de formation soutenant l'emploi des jeunes, les possibilités éducatives et l'enseignement supérieur et professionnel par-delà les frontières », si bien que 67% de la valeur cible pour cet OS est déjà réalisée. Un peu plus de la moitié de la valeur cible pour l'indicateur CO01 et 13% de la valeur cible de l'indicateur C43 sont à présent programmés mais des efforts pour atteindre cette valeur devront encore être fournis. Un AMI est ainsi prévu dans cette priorité d'investissement jusqu'au 15 avril 2019 afin de faire émerger de nouveaux projets, sensibilisés aux enjeux des livrables. Enfin concernant l'indicateur H, « nombre de nouvelles offres de formation », plus de 70% de la valeur finale est d'ores et déjà atteinte par les projets achevés ou en cours de réalisation.

Concernant l'indicateur de résultat 10 « Nombre de travailleurs frontaliers dans l'espace du Rhin supérieur », 96 735 frontaliers ont été comptabilisés en 2018. Si la tendance est à l'augmentation, elle a été moins rapide qu'estimé. Les 6 projets programmés dans l'OS10 déclarent contribuer à l'augmentation du nombre de travailleurs frontaliers dans l'espace du Rhin supérieur. A titre d'exemple, le projet 10.3

« Bassin d'emploi Pamina » vise l'amélioration de la (ré-) insertion des candidats seniors en recherche d'emploi, ceci notamment par la mise en relation avec des professionnels côté allemand. Depuis le début du projet en 2014 et jusqu'en mars 2018, 31 tandems se sont créés et 31 candidats parrainés ont donc bénéficié d'un accompagnement vers le retour à l'emploi. Le projet 10.2 « Emploi 360 » a notamment organisé deux parcours sur mesure depuis le début du projet en 2016 et 22 candidats ont retrouvé du travail en Allemagne. Grâce à une large campagne de communication couplée à un accompagnement individuel des conseillers missions locales, plus de 400 jeunes ont été sensibilisés aux opportunités professionnelles dans l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau. Enfin, grâce au projet 10.1 « Réussir sans frontières », 218 jeunes ont trouvé un apprentissage en Allemagne depuis 2016.

Le défi principal pour la sélection de projets dans le cadre de l'axe prioritaire C consiste donc à garantir des contributions suffisantes des idées de projets en suspens et à générer des idées de projets spécifiques, afin :

- De générer suffisamment d'idées de projet pour absorber les fonds restants
- De couvrir l'ensemble des objectifs qualitatifs ; et
- D'atteindre les valeurs cibles de l'ensemble des indicateurs de réalisation.

## Axe D

*Information préalable : le présent RAMO contient la première transmission de valeurs réelles pour les indicateurs de réalisation et il comprend la première actualisation des valeurs des indicateurs de résultats du programme. Aucune évaluation n'est disponible concernant la contribution effective du FEDER aux indicateurs de résultat, dans la mesure où la première évaluation d'impact est prévue début 2020. Cependant, sur la base des premiers résultats des projets programmés, il est possible de compiler, de manière qualitative, les informations renseignées par les projets programmés dans l'axe D, concernant leur contribution aux indicateurs de résultat.*

Au travers de 41 projets adoptés (dont 28 microprojets), 7 904 438 € ont été alloués, soit 72% des fonds FEDER disponibles pour cet axe prioritaire. La contribution moyenne pour les projets classiques s'élève à environ 550 000 euros par projet.

Le taux de consommation de cet axe est tout à fait satisfaisant : il s'élève à 19% de la dotation FEDER. La valeur atteinte pour 2018 représente plus de 155% de la valeur intermédiaire à atteindre d'ici fin 2018. Cela s'explique par une programmation rapide dans l'axe D, dès le début de la période de programmation. Un taux d'engagement des crédits de plus de 60% avait déjà été atteint en fin d'année 2017, permettant l'atteinte de ce taux d'exécution élevé.

En 2017, la programmation au fil de l'eau avait été temporairement arrêtée afin que l'AMI de l'axe D soit lancé. La programmation a ensuite été réouverte car contrairement à ce qui avait été estimé et au vu de leur nature, les projets déposés dans le cadre de l'AMI n'ont pas été considérés comme suffisants pour consommer les fonds et atteindre les valeurs cibles finales des indicateurs de réalisation. Le choix a donc alors été fait de laisser la possibilité à des projets n'ayant pas été déposés dans l'AMI de pouvoir encore se manifester et contribuer ainsi à une programmation optimale au sein de l'axe.

Concernant l'indicateur du cadre de performance IS J « Nombre d'utilisateurs de nouveaux concepts, outils, installations et services pour la coopération administrative et citoyenne », la valeur intermédiaire 2018 est dépassée mais les valeurs prévisionnelles sont encore insuffisantes pour atteindre la valeur cible finale. C'est pourquoi depuis 2017, une contribution à cet indicateur a été rendue obligatoire pour tout nouveau projet programmé. Cette règle a porté ses fruits et les projets en instruction devraient permettre de se rapprocher de la valeur cible prévisionnelle.

Concernant l'indicateur IS I « Nombre de nouveaux concepts, outils et installations », plus de 18% de la valeur cible sont d'ores et déjà atteints grâce à 3 projets (11.1 « GeoRhéna », 11.3 « TRISAN » et 12.1 « Passe-Partout ») et 6 microprojets. Quant à la valeur prévisionnelle, elle dépasse la valeur cible grâce à plusieurs projets programmés en 2017 qui prévoient la réalisation d'un grand nombre d'outils.

Trois indicateurs de résultats sont renseignés dans cet axe prioritaire. Le premier est l'indicateur 11.1 : « Intensité de l'offre de services transfrontalière des administrations et institutions dans l'espace du Rhin supérieur ». Suite à l'étude effectuée en 2018, la note permettant de mesurer l'intensité de l'offre de services transfrontalière était de 48 sur 60 (prévisionnel de 47,58). L'analyse des résultats, en comparaison avec ceux obtenus en 2016, montre une progression dans la qualité de l'offre de services transfrontalière. 9 projets programmés ont affirmé que leur projet contribuerait à cet indicateur (et des projets programmés dans d'autres axes ont également pu avoir un effet positif sur cet indicateur). Par exemple, le projet 11.1 « GéoRhena » est un Géoportail qui permet l'accès à des bases de données et des cartographies de la région du Rhin Supérieur. Cette base de données a été utilisée par 14 659 utilisateurs et participe donc à l'accroissement de l'intensité de l'offre de services transfrontaliers.

Le deuxième indicateur est l'indicateur 11.2 : « Qualité de l'offre de services transfrontalière des administrations et institutions dans l'espace du Rhin supérieur », dont le résultat est très satisfaisant. Dans leurs formulaires, 8 projets ont indiqué qu'ils participeraient à l'amélioration de la qualité de l'offre transfrontalière des administrations et institutions dans les espaces du Rhin supérieur. A titre d'exemple, le projet 11.8 « SONAR » peut être cité : grâce à un matériel plus performant et à la mise en œuvre d'une coopération plus étroite, les administrations transfrontalières en charge de la sécurisation du Rhin pourront améliorer la qualité de leurs interventions. De même, le projet 11.3 « TRISAN » peut être cité comme exemple puisqu'il a pour objectif de promouvoir la mise en réseau des acteurs du domaine de la santé pour, à terme, améliorer l'offre de soins dans le Rhin Supérieur, notamment à travers la création d'un centre trinational de compétences.

Le troisième indicateur est l'indicateur n°12 mesurant la « Part des citoyennes et citoyens qui s'identifient au Rhin supérieur en tant que région transfrontalière ». En 2018, 74,6% des citoyens s'identifient au Rhin supérieur en tant que région frontalière (prévisionnel de 72,1%). Cette valeur est très encourageante. Jusqu'ici, 8 projets déclarent avoir pour résultat une augmentation de la part des citoyennes et citoyens qui s'identifient au Rhin supérieur en tant que région transfrontalière. Le projet 12.2 « Société civile » doit être cité ici à titre d'exemple car il a pour but d'accompagner les associations ou organismes dans le montage d'évènements ou de projets qui s'adressent directement à la société civile. On compte actuellement 30 projets programmés dans la période 2014-2020. Ces projets, pour la plupart, réunissent les citoyens de part et d'autre de la frontière autour d'évènements festifs ou de consultations et débats. Ils leur permettent ainsi de prendre conscience de leur appartenance à un même territoire et donc à des problématiques communes et sont l'occasion d'échanges culturels.

Le défi principal pour la sélection de projets dans le cadre de l'axe prioritaire A se situe ainsi dans l'utilisation ciblée des fonds communautaires restants, afin:

- De générer suffisamment d'idées de projet pour absorber les fonds restants
- De permettre de programmer l'ensemble de la réserve stratégique pour le financement de microprojets
- D'atteindre les valeurs cibles de l'indicateur de réalisation ISJ.

### Axe prioritaire E

Analyse non pertinente pour cet axe.

## **9.2 Mesures spécifiques prises pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et promouvoir la non-discrimination, en particulier celles concernant l'accessibilité pour les personnes handicapées, et les modalités mises en œuvre pour garantir l'intégration de la dimension « hommes-femmes » dans le programme de coopération et les opérations**

### Au niveau du programme

Les principes de non-discrimination, d'égalité des chances et d'égalité de traitement entre les hommes et les femmes s'appliquent à l'ensemble des activités de gestion du programme. C'est ainsi que ces principes sont respectés notamment lors du recrutement des membres du Secrétariat conjoint et de l'Autorité de gestion (présence de plusieurs responsables lors des entretiens provenant de différents partenaires du programme afin d'éviter les préjugés, possibilité d'utiliser des outils numériques pour favoriser une plus large participation etc.). La prise en compte de ces principes peut également être illustrée par l'organisation de formations gratuites à destination des bénéficiaires, ouvertes à tous et accessibles aux personnes à mobilité réduite.

### Au niveau des opérations

La prévention de toute forme de discrimination est une exigence fondamentale pour les projets cofinancés. En outre, la mise en place de mesures ciblées pour promouvoir l'égalité des chances est considérée favorablement dans le processus de choix des projets.

Ainsi, 90% des projets programmés s'engagent à prendre des mesures spécifiques pour promouvoir les principes énoncés ci-dessus. Ces mesures concernent les projets à plusieurs niveaux de la réalisation : dans les procédures de recrutement, faites indépendamment de critères ethniques, religieux ou de genre, ainsi que dans l'attention portée à la parité et à l'égalité en termes de salaires.

Plus spécifiquement, 7 projets s'engagent à promouvoir la diversité dans leurs outils de communication. Ils veillent à ne pas encourager la formation de stéréotypes, en favorisant la diversité des profils représentés dans les supports de communication diffusés. Les images choisies par le projet 10.1 « Réussir sans frontières » dans ses brochures, roll-up et site internet, ou celles utilisées par le projet 10.2 « Emploi 360° » représentent aussi bien des femmes que des hommes. C'est aussi le cas du projet 9.2 « Regio Mineralia » qui a, par ailleurs, adopté une écriture inclusive dans les messages diffusés.

Les projets éducatifs 1.1 « European Campus » et 1.5 « TriRehnaTech » mettent en lien des étudiants de différentes origines. Réduisant les idées reçues sur les voisins européens et promouvant l'apprentissage des langues, ils favorisent alors l'égalité des chances, notamment sur le marché de l'emploi. Dans la même optique, le projet 10.2 « Emploi 360° » permet à des jeunes sans emploi, principalement issus de quartier populaires, de développer leurs compétences dans la langue voisine pour accéder à d'avantage d'opportunités.

La question de l'accessibilité est aussi centrale dans plusieurs projets. Le projet 3.7 « HALFBACK » utilise des services de TIC exécutés dans un CLOUD, pouvant donc être atteints par tous à tout moment. Le projet 9.1 « Hartmannswillerkopf », est accessible aux personnes handicapées et à mobilité réduite, propose la lecture en braille des films sous-titrés ainsi que des visites guidées pour des personnes déficientes.

Enfin, les microprojets sont une source de promotion de l'égalité des chances entre citoyens. Certains projets ont réuni des citoyens tirés au sort afin de discuter des possibilités de coopération entre territoires transfrontaliers sur des sujets comme le chômage ou le « mieux vivre ensemble », donnant ainsi la parole aux plus démunis. Des travaux autour de la jeunesse ou des populations vieillissantes ont été engagés dans l'optique de permettre à tous un même accès aux besoins quotidiens ainsi qu'à l'emploi.



### 9.3 Développement durable

La prévention d'éventuels impacts négatifs sur le développement durable est aussi une exigence fondamentale pour les projets cofinancés. C'est pourquoi, les mesures ciblées pour promouvoir le développement durable sont évaluées positivement lors du choix des projets.

La moitié des projets programmés a clairement exprimé la volonté de travailler dans un cadre respectueux de l'environnement. Ces projets préféreront internet à l'impression de documents ou utiliseront du papier recyclé si nécessaire. Ils s'engagent à éviter les déplacements inutiles ou à utiliser les transports en commun plutôt que la voiture. Le projet 1.2 « Neurocampus » par exemple, à travers son site web, rend possible la consultation de cours en ligne et l'échange de savoirs sur les neurosciences, réduisant ainsi les déplacements physiques de chercheurs.

Dans leurs actions, 75% des projets ont déclaré prévoir un impact positif sur le développement durable et 90% affirment que leur projet est conçu de manière à favoriser la protection de l'environnement, du climat et l'utilisation économe des ressources. Les projets de l'OS 4 et 5 y contribuent directement. Par exemple, le projet 5.1 « Ermes Rhin » vise la préservation de la nappe Rhénane et a déjà identifié et décrit des mesures visant à réduire la pollution par les pesticides, les nitrates et les substances émergentes. Le projet 4.3 « NaturErlebnis Grenzenlos » veille à la protection des espèces dans le parc paysagé de la Wiese et a d'ores et déjà créé un biotope pour hirondelles de rivage. Enfin, le projet 4.4 « Ramsar Rhinature » a mis en œuvre une stratégie transfrontalière de protection d'espèces menacées dans le Rhin Supérieur. Toujours dans ce domaine, le projet de l'axe A, 2.2 « VITIFUTUR », a initié une analyse scientifique de la variété de vigne Piwi dans le but de proposer une alternative à l'utilisation des pesticides sur les vignes.

Certains projets d'innovation de l'axe A se sont également concentrés sur développement durable. Le projet 3.1 « ORRAP » a engagé une étude sur le recyclage des agrégats enrobés et a ainsi permis de réduire l'impact négatif du processus de production et d'entretien des routes sur l'environnement. Le projet 3.10 « PROOF » a permis la naissance de nouvelles collaborations scientifiques sur la question des solvants toxiques dans la fabrication des panneaux solaires et a optimisé les matériaux organiques utilisés dans l'élaboration des modules photovoltaïques. Enfin, le projet 3.6 « EBIPREP » a initié une étude sur les matériaux organiques et leur potentiel de biogaz.

Côté sensibilisation, le projet 2.1 « Clim'Ability » a développé plusieurs applications qui permettent aux entreprises du territoire d'évaluer leur vulnérabilité face au changement climatique et leur fait ainsi prendre conscience des risques environnementaux qui pèsent sur elles.

Quatre projets ont souligné un potentiel impact négatif sur l'environnement, cependant contrebalancé par des mesures prises. Ainsi, si le projet 7.5 « Tram 3 » a un impact négatif de par les travaux entrepris, il améliore le réseau de transports en communs et a un effet positif sur la pollution atmosphérique. Bien que le projet 1.1 « European Campus » favorise les déplacements, il promeut les transports en commun auprès des étudiants. Enfin, le projet 9.1 « Hartmannswillerkopf » a collaboré de manière étroite avec l'ONF afin d'inclure le bâtiment dans le paysage et de respecter le site forestier sur lequel il se trouve.

### 9.4 Communication des données relatives au soutien affecté aux objectifs liés au changement climatique

Axe prioritaire	Montant du soutien affecté aux objectifs liés au changement climatique (EUR)	Part du soutien par rapport à l'aide totale allouée au programme (%)
A	1 229 783,50€	4,48%
B	10 178 863,27€	23,79%
D	492 595,59	4,49%
Total	11 901 242,36€	10,85%

## 9.5 Rôle des partenaires dans la réalisation du programme de coopération

Conformément à la section 5.6 du Programme opérationnel, les partenaires ont maintenu un investissement constant dans la mise en œuvre du Programme opérationnel.

S'agissant tout d'abord de la sélection des opérations, les partenaires du programme qui siègent dans les instances sont destinataires des propositions de projets (pré-formulaires) et candidatures (demandes de cofinancement) en amont de chacune de leurs réunions. Dans les deux cas, ils ont pour rôle de consulter les services techniques compétents de leurs administrations respectives afin de recueillir des avis et des remarques à prendre en compte pour optimiser la qualité des projets. Les contributions des partenaires peuvent prendre des formes variées :

- Avis sur l'opportunité des projets au regard des besoins du territoire et des enjeux du PO, et orientation vers des mesures potentielles d'intérêt pour la stratégie de programmation ;
- Orientation vers des partenaires potentiels complémentaires pertinents pour une meilleure contribution de l'opération aux objectifs du PO ; ou encore
- Avis sur le montage financier envisagé.

Ces avis sont consignés dans les compte-rendus des réunions et communiqués aux porteurs de projets afin qu'il en soit tenu compte dans le montage des opérations.

En tant que représentants des autorités publiques présentes sur le territoire du Rhin supérieur, les partenaires s'attachent également à contribuer à l'animation du programme. Concrètement, ils s'investissent tout particulièrement dans l'organisation de manifestations d'information ou le conseil aux porteurs de projets potentiels rencontrés dans le cadre de leurs missions habituelles. Pour ces deux types d'action, les partenaires reçoivent le soutien du Secrétariat conjoint, qui participe aux différents événements organisés par les partenaires et leur propose régulièrement des ateliers de formation au conseil des bénéficiaires potentiels (« Train the trainers »). En 2018, trois sessions ont été organisées :

- La première visait l'accompagnement dans le montage des projets et plus particulièrement la rédaction des pré-formulaires ;
- La seconde portait sur les généralités du programme et avait pour objectif de former les partenaires récemment arrivés au sein des instances du programme ; et enfin
- La troisième concernait l'accompagnement des projets dans leurs mesures de communication.

Les partenaires ont en outre très à cœur de valoriser les projets et leurs résultats, et ainsi de rendre la politique communautaire plus visible sur le territoire. En 2018, les partenaires ont choisi de reconduire la campagne de communication « Avec l'Europe, c'est possible ! », au cours de laquelle plusieurs d'entre eux ont pris l'initiative de convier les médias locaux à des visites de terrain.

Enfin, et de façon plus générale, les partenaires de programme participent activement à la vie du programme, par exemple par le biais des réunions des cofinanceurs de l'Assistance technique. Ils valident également les documents liés à la mise en œuvre du programme, tels que le manuel du programme ou les projets d'appels à manifestation d'intérêt, et participent à la diffusion de ces documents et outils. On soulignera tout particulièrement au titre de l'année 2018 l'implication des partenaires dans la campagne d'évaluation du programme, ainsi que dans les premières discussions relatives à la préparation de la prochaine période de programmation, sujets pour lesquels des groupes *Ad hoc* ont été constitués.

## 10 INFORMATIONS ET ÉVALUATIONS OBLIGATOIRES

### 10.1 Progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan d'évaluation et le suivi donné aux résultats des évaluations

Du point de vue du calendrier du plan d'évaluation, toutes les évaluations prévues en 2018 ont été menées. Le plan d'évaluation prévoyait initialement :

- L'évaluation intermédiaire n°1 du dernier trimestre 2017 au 1er trimestre 2018,
- L'évaluation de la mise en œuvre du plan de communication au 2nd semestre 2018

- L'évaluation de la mise en œuvre de l'assistance technique au 4ème trimestre 2018

Ainsi, les trois évaluations prévues ont bien eu lieu selon le calendrier initial. Il reste à effectuer l'évaluation intermédiaire n°2 au second semestre 2019 et premier semestre 2020, qui évaluera l'impact du programme, et l'évaluation intermédiaire n°3 au second semestre 2022 qui complètera l'évaluation d'impact et dressera le bilan de la mise en œuvre du programme.

L'évaluation intermédiaire n°1 et celle sur la mise en œuvre de l'assistance technique ont toutes les deux eu des conclusions globalement positives sur la logique d'intervention, l'efficacité et l'efficience du programme. Le Comité de suivi du 13 décembre 2018 a acté ces résultats qui seront utilisés pour la rédaction du programme opérationnel INTERREG VI.

L'évaluation de la stratégie de communication a, quant à elle, formulé des pistes d'amélioration concrètes, complétant certaines réflexions sur cette thématique ayant émergé également des deux premières évaluations. Dans ce contexte, les partenaires du programme, l'Autorité de gestion et le Secrétariat conjoint ont lancé une réflexion visant à adapter la stratégie de communication du programme, autour des recommandations du rapport d'évaluation.

Un groupe composé de représentants techniques de partenaires du programme et des chargées de communication de l'Autorité de gestion a été créé, et il s'est réuni à deux reprises depuis la présentation du rapport d'évaluation – le 22 novembre 2018 et le 8 mars 2019 – sous forme d'ateliers interactifs afin de repenser la communication du programme dans son ensemble, et d'arriver à une stratégie nouvelle et plus efficace. Il s'agira entre autres de redéfinir les objectifs de la communication du programme, et de recentrer le message véhiculé sur ses valeurs et ses atouts. Les publics-cibles seront eux aussi à redéfinir de manière plus précise, notamment les bénéficiaires et le grand-public. Les outils de communication seront à sélectionner dans un second temps, une fois ces éléments définis en accord avec tous les acteurs du programme. Il est prévu que cette stratégie soit finalisée pour être présentée et adoptée par Comité de suivi lors de sa réunion de juin 2019.

De manière générale, tant pour la stratégie de communication que pour le programme dans son ensemble, les bonnes pratiques relevées par ces rapports d'évaluation seront maintenues et mises en exergue dans la mise en œuvre de la fin de la période de programmation actuelle, ainsi que dans la préparation de la prochaine.

## **10.2 Résultats des mesures d'information et de publicité relatives aux Fonds, prises en application de la stratégie de communication**

La stratégie de communication, adoptée par le Comité de suivi en sa réunion du 2 juillet 2015, est déclinée chaque année en un plan d'action opérationnel. Ces plans d'action ont vocation à définir les mesures de communication concrètes à mettre en œuvre chaque l'année. L'état actuel de la programmation et l'avancement des projets jouent un rôle important dans leur élaboration, car les mesures de communication prévues contribuent à atteindre les objectifs du programme et à accroître continuellement sa notoriété.

Le plan d'action pour la communication pour l'année 2018 a été validé par le Comité de suivi le 12 décembre 2017. Il s'articule autour de quatre axes :

- Contribuer à générer des projets de qualité, notamment dans les axes prioritaires dans lesquels les crédits disponibles sont encore suffisants
- Accompagner de manière efficace les bénéficiaires dans la mise en œuvre et la communication de leurs projets
- Renforcer le travail médiatique et diffuser des premiers résultats des projets
- Renforcer l'implication des partenaires de programme dans les actions d'information et de communication du programme

Sur la base de ce plan d'action pour la communication, les actions suivantes ont été engagées en 2018 :

Afin de générer des idées de projets de qualité, deux types de mesures visant à faire connaître les possibilités de financement ont principalement été mises en œuvre : informer largement par le biais du site internet du programme et réaliser des événements d'information ciblés.

Le site web du programme a été utilisé pour faire connaître les mesures du PAPS, comme par exemple l'appel à projets « Offensive sciences 2018 », l'AMI dans l'OS 7 ou encore l'appel à microprojets. En 2018, un total de 30 000 utilisateurs du site internet ont été comptabilisés.

Afin d'assurer une présence sur le territoire, le Secrétariat conjoint a participé activement en 2018 à 8 événements thématiques d'information organisés par les partenaires de programme dans leur rôle de multiplicateurs dans les différents territoires couverts par le programme. Par ailleurs, le Secrétariat conjoint a réalisé le 13 avril 2018 une manifestation sur le thème « Renforcer la participation des entreprises » à laquelle ont participé 50 personnes au total, dont 30 multiplicateurs issus du secteur économique.

La deuxième priorité de l'année 2018 a été l'accompagnement des bénéficiaires, notamment dans la mise en œuvre de la communication dans les projets. Partant de l'idée que les bénéficiaires du programme sont des ambassadeurs importants pour le programme, un atelier sur la communication a été conçu en 2017. Cet atelier avait pour but d'informer les partenaires du projet sur toutes les dispositions en vigueur en termes de communication et de leur donner des conseils pratiques pour leur travail de communication. En 2017, tout comme en 2018, l'atelier a été proposé 2 fois par an. Le programme a pu comptabiliser au total 57 participants à l'atelier représentant 50 des 62 projets programmés jusqu'à présent.

La communication dans le cadre du programme passe également par la présence régulière dans les médias locaux et régionaux du Rhin supérieur. A cette fin, des communiqués de presse ont également été rédigés en 2018 pour donner des informations concernant les nouveaux projets cofinancés et l'avancement de la mise en œuvre du programme. Les résultats du travail de presse du programme et des projets ont été présentés dans une revue de presse mise à jour régulièrement. Ainsi, 150 articles de presse au total en 2018 et plus de 400 depuis le lancement du programme ont été comptabilisés, dans lesquels sont mentionnés le programme et le cofinancement européen. La campagne « Avec l'Europe, c'est possible ! » lancée en 2017 s'est poursuivie en 2018. Elle avait pour objectif de présenter aux médias les résultats tangibles des projets INTERREG et de montrer ainsi comment l'Europe améliore concrètement le quotidien des citoyens sur le territoire. Pour obtenir la plus grande résonance possible dans la presse locale et régionale, les différentes mesures de communication ont été déclinées en 8 manifestations autour de la Semaine de l'Europe au mois de mai. Dans ce cadre, un programme a été joint aux invitations envoyées aux médias et distribué par ailleurs aux représentants des médias durant les manifestations. Cette campagne a été tournée vers les citoyens du Rhin supérieur qui profitent en pratique et au quotidien des résultats concrets du programme et, par là même, de l'Union européenne. L'écho médiatique peut être qualifié de très bon puisque 21 articles de presse de haute qualité dans la presse régionale ainsi que deux reportages télévisés sur une chaîne régionale ont été comptabilisés.

Dans le cadre de la campagne médiatique « Avec l'Europe, c'est possible ! », le 4<sup>e</sup> objectif du plan d'action pour la communication 2018, qui prévoit une intégration plus active des partenaires de programme aux actions d'information et de communication du programme, a également été atteint :

- Les différentes conférences de presse dans le cadre de la campagne ont été préparées et réalisées par les partenaires de programme en étroite coopération avec le Secrétariat conjoint. Les services de presse des partenaires de programme ont également invité des représentants des médias. Ceci a contribué à ce que le travail de communication soit davantage considéré comme une tâche et responsabilité commune.
- L'année 2018 a également été l'occasion d'approfondir la communication interne entre l'Autorité de gestion et les partenaires de programme. Pour permettre un échange régulier d'informations sur les événements organisés par les projets programmés, un tableau listant les prochains événements prévus dans le cadre des projets et mis à jour régulièrement par l'Autorité de gestion et les partenaires du programme, a été mis à disposition sur l'Extranet.
- Enfin, depuis 2016, ce sont au total 6 ateliers « Train the Trainers » qui ont été réalisés. L'objectif est de former les partenaires de programme afin qu'ils soient en mesure de mieux sélectionner les projets et de leur donner les informations nécessaires sur le programme et les expériences pratiques faites par le Secrétariat conjoint. En 2018, trois ateliers « Train the Trainers » ont eu lieu sur les thématiques suivantes : accompagnement dans le montage des projets et plus

particulièrement la rédaction des pré-formulaires, fonctionnement du programme et sa logique d'intervention, communication dans le cadre du programme et des projets.

## **11 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AJOUTÉES EN FONCTION DU CONTENU ET DES OBJECTIFS DU PROGRAMME DE COOPÉRATION**

### **11.1 Progrès dans la mise en œuvre de l'approche intégrée de développement territorial, y compris le développement urbain durable et le développement local mené par les acteurs locaux, relevant du programme de coopération**

Le Programme opérationnel ne suit aucune approche intégrée pour favoriser le développement territorial. En effet, la mise en œuvre du Programme opérationnel s'appuie, sur les actions menées par la population locale pour le développement de sa propre région, sur la mise en place de politiques intégrées de développement durable urbain, dans les différentes villes concernées par le programme, ou encore, sur l'utilisation des investissements territoriaux intégrés prévus par l'article 36 du règlement 1303/2013.

Les conditions et besoins spécifiques et sous-territoriaux ont été pris en compte au moment de la mise en place du Programme dans sa globalité ainsi que lors de la sélection des projets grâce à l'intégration des quatre Eurodistricts du Rhin Supérieur.

Au niveau infrarégional, les Eurodistricts interviennent certes de manière différente en fonction des territoires, mais constituent le niveau de référence le mieux adapté, sur le plan territorial et fonctionnel, pour répondre aux défis et potentiels spécifiques aux territoires :

- Ils reflètent de manière cohérente les interdépendances au niveau infrarégional pour toute une série de thématiques (protection de l'environnement et des biotopes, transport, marché du travail et emploi, aménagement du territoire, coopération des acteurs de la société civile, etc.) ; en même temps ils permettent de mettre en œuvre une action différenciée en fonction des différentes conditions cadres régissant chacun des quatre Eurodistricts.
- Au travers de leurs membres et par la mise en réseau avec d'autres acteurs, par et pour lesquels ils mènent leurs activités, les Eurodistricts parviennent à associer des cercles d'acteurs qu'il est relativement difficile d'intégrer au niveau du Rhin supérieur dans sa totalité.
- Les Eurodistricts présentent un degré de structuration intérieure qui permet, de manière générale, d'inscrire les particularités territoriales dans une stratégie transfrontalière, d'organiser l'implication des acteurs mentionnés et de servir de contact pour les structures de coopération transfrontalière au niveau de la zone transfrontalière dans son ensemble.

Cette approche prévue dans le Programme opérationnel porte déjà ses fruits : Les Eurodistricts ont participé à l'élaboration et la mise en œuvre de plusieurs projets déjà approuvés, parmi lesquels un projet commun ayant pour thème « Société civile : Animation de la société civile au sein des territoires des Eurodistricts ». En outre, ceux-ci se sont montrés actifs dans l'organisation de l'appel aux petits projets, officiellement lancé en début d'année 2017.

### **11.2 Progrès accomplis dans la réalisation d'actions visant à renforcer la capacité des autorités et des bénéficiaires de gérer et d'utiliser le FEDER**

Un certain nombre de mesures, visant à renforcer la capacité administrative des autorités du programme, a été déployé depuis le début de la période de programmation. Les agents du Secrétariat conjoint et de l'Autorité de gestion ont notamment pris part à des formations, dont certaines organisées par le programme INTERACT. Au travers d'échanges avec d'autres programmes et de la participation à de nombreuses réunions organisées par les Etats français et allemand ainsi que par la Commission européenne, ils ont pu aussi développer leur connaissance de la réglementation et de certains aspects spécifiques d'une importance accrue pour la période de programmation tels que le système d'indicateurs. En outre, le programme est accompagné, au besoin, par des spécialistes sur certaines thématiques, comme par exemple les aides d'Etat, dans l'optique de sécuriser le montage des projets.

A côté de cela, le programme a également mis en œuvre une série d'actions et d'outils visant à accompagner les bénéficiaires dans le montage et la mise en œuvre de leur projet. Une fois les projets adoptés, une réunion « kick-off » spécifique à chaque projet est organisée : elle permet notamment de présenter les règles d'éligibilité et d'évoquer les particularités de chaque projet. De plus, le programme a également mis en place des formations à destination des bénéficiaires. D'une part, des sessions de formations « Synergie CTE », organisées après l'adoption de nouveaux projets, ont permis d'expliquer à 342 personnes les modalités de remontée des dépenses. D'autre part, des sessions de formation à la communication sont organisées après chaque Comité de suivi pour les projets qui viennent d'être adoptés et ont permis à 57 personnes de mieux communiquer autour de leur projet et du cofinancement FEDER alloué.

Afin de faciliter et de sécuriser le montage de leur projet, les bénéficiaires disposent par ailleurs de deux interlocuteurs uniques, l'un au sein du Secrétariat conjoint et l'autre auprès de l'Autorité de gestion. Ces deux agents se tiennent à la disposition des bénéficiaires en cas de questions ou de difficultés. Un accompagnement poussé est assuré au moment du montage du projet et de la mise en place de la convention de partenariat. Le contrôle de la première demande de versement fait quant à lui l'objet de nombreuses remarques et conseils qui constituent pour les bénéficiaires autant de pistes d'amélioration permettant une mise en œuvre plus efficace et sécurisée des projets.

Enfin, le programme a déployé de nombreux outils qui ont vocation à renforcer la capacité des bénéficiaires :

- Le manuel du programme, qui définit l'ensemble des règles et procédures de fonctionnement du programme (critères de sélection, règles d'éligibilité des dépenses, procédures de modification, de contrôle, fiches thématiques etc.). A chaque modification, la version actuelle du manuel est adressée aux bénéficiaires qui sont ainsi tenus informés de l'évolution des règles à respecter.
- Le site internet du programme, fournit à la fois des informations sur le Programme opérationnel et les projets déjà acceptés et permet de diffuser aux bénéficiaires les règles d'éligibilité et de fonctionnement du programme.
- Des guides annexes, tels que le guide d'utilisation de Synergie-cte (complété par des tutoriels vidéos disponibles sur le site internet du programme), ou encore le guide des livrables pour chaque objectif spécifique du programme.

### **11.3 Contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes (le cas échéant)**

Le programme INTERREG V Rhin Supérieur n'est que partiellement recouvert par les zones délimitées pour les stratégies macro-régionales concernant le Danube et les Alpes. La partie française et de la Rhénanie-Palatinat inclus dans la zone du programme n'est concernée par aucune des deux stratégies. Dans ce contexte et dans la mesure où l'orientation régionale du Programme opérationnel de coopération transfrontalière entre la Suisse, l'Allemagne et la France se limite à la région du Rhin Supérieur, aucune contribution significative à la stratégie européenne pour la zone du Danube n'est prévue.

Comme par le passé, l'administration du programme s'efforce toutefois d'attirer l'attention des partenaires de projets, cofinancés par le programme INTERREG V Rhin supérieur, sur les possibilités et les opportunités d'une participation à des projets dans le cadre des stratégies macro-régionales pour le Danube ou les Alpes.



## 11.4 Progrès réalisés dans la mise en œuvre d'actions dans le domaine de l'innovation sociale

Plusieurs projets du programme INTERREG Rhin supérieur comportent des actions renvoyant au domaine de l'innovation sociale, soit de par la thématique traitée, soit de par les acteurs qu'ils rassemblent.

- Au sein de l'axe A, le projet 1.7 « RARENET », grâce à sa banque de données transfrontalière, a permis aux professionnels de santé d'échange et de compléter leurs connaissances sur un plus grand nombre de maladies rares, afin d'améliorer la prise en charge des patients. Concernant le projet 1.8 « Religions », les premiers cursus universitaires ont ouvert, formant les premières promotions à la pratique de l'interreligieux dans la société contemporaine.
- Au sein de l'axe C, une grappe de projets programmée en 2015 et en 2016 sur l'OS 10 sur la thématique de l'emploi et de la formation tout au long de la vie a désormais rendu ses résultats. Rassemblant un partenariat multiforme composé à la fois des acteurs de l'emploi, du monde économique et des acteurs locaux, les actions de ces projets (formation professionnelle et linguistique, conseil dans la recherche d'un emploi de l'autre côté de la frontière, campagnes de communication à destination des jeunes, tutorat auprès des personnes éloignées de l'emploi recherche d'entreprises partenaires) ont abouti à des solutions innovantes en matière d'emploi à l'échelle de la région transfrontalière. De nouveaux projets dans ce domaine ont été programmés en 2017 et 2018 et devraient permettre au programme de poursuivre son action en s'adressant à un public spécifique. Ainsi, le projet 10.4 « Participation 4.0 » a pour objectif d'accompagner des entreprises lors de l'embauche de personnes en situation de handicap et d'aider ces personnes à être plus mobiles sur le marché du travail transfrontalier. Le projet 10.5 « Eurostage 2020 » s'adresse aux collégiens en développant des stages en immersion dans une entreprise allemande ou suisse afin de provoquer chez les jeunes l'appétence transfrontalière, pour, à terme, les accompagner vers les filières professionnelles transfrontalières.
- Enfin, au sein de l'axe D, le projet 11.4 « MARGE », renvoie de par sa thématique (développement social urbain dans les quartiers marginalisés) et de par les divers acteurs qu'il rassemble (travailleurs sociaux, administrations, société civile) au domaine de l'innovation sociale. En prévoyant l'échange et la formation des acteurs du développement social urbain au niveau transfrontalier, le projet devrait permettre l'émergence des nouvelles politiques à destination des quartiers marginalisés. Depuis le démarrage du projet, les différents partenaires se sont lancés dans une dynamique « recherche – action », ciblant trois quartiers marginalisés de chaque territoire. La compilation des résultats de cette recherche dans un « toolkit » qui sera diffusé par le biais d'ateliers auprès des travailleurs sociaux, des administrations, des élus et autres acteurs de l'économie sociale et de la jeunesse des trois pays est actuellement en cours. Le projet 12.1 « Passe-partout » permet quant à lui de développer le bilinguisme car un jeu a été créé, permettant une éducation non-formelle en s'appuyant sur des organismes de l'éducation formelle, des professionnels de l'image et des Eurodistricts des territoires concernés. Enfin, le projet 11.9 « Eau potable sans frontières » programmé en 2018 répond à un besoin de la population de manière transfrontalière tout en contribuant à une stratégie de développement transfrontalier du territoire.

## 12 INFORMATIONS FINANCIÈRES AU NIVEAU DE L'AXE PRIORITAIRE ET DU PROGRAMME

Non pertinent en 2018.